

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA DÉPOPULATION RURALE DANS LE DÉPARTEMENT DE L'ALLIER



THÈSE POUR LE DOCTORAT

(DIPLOMES D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE DROIT PRIVÉ ET D'ÉCONOMIE POLITIQUE)

Présentée et soutenue, le Mardi 9 Juin 1931, à 14 heures

PAR

Jacques DUSSOURD

Licencié ès-lettres

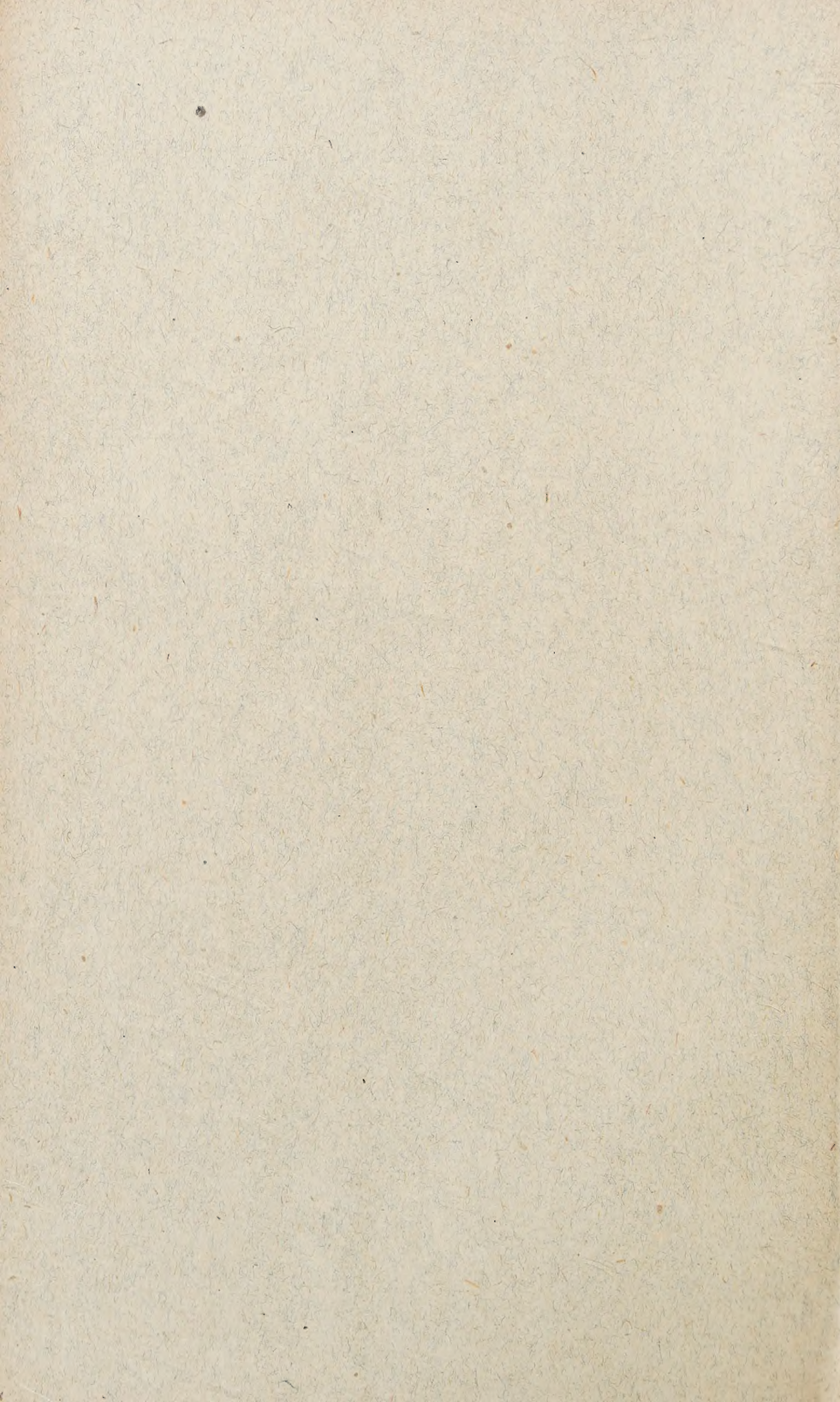
Président : M. OUALID

Suffragants { M. PIROU
M. R. PICARD



MOULINS
IMPRIMERIE DU PROGRÈS

1931





Digitized by the Internet Archive
in 2026

**LA DÉPOPULATION RURALE
DANS LE DÉPARTEMENT
DE L'ALLIER**



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

RECHERCHES SUR LA DÉPOPULATION RURALE

LA DÉPOPULATION RURALE DANS LE DÉPARTEMENT DE L'ALLIER



THÈSE POUR LE DOCTORAT

(DIPLOMES D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE DROIT PRIVÉ ET D'ÉCONOMIE POLITIQUE)

Présentée et soutenue, le Mardi 9 Juin 1931, à 14 heures

PAR

Jacques DUSSOURD

Licencié ès-lettres



Président : M. OUALID

Suffragants { M. PIROU
M. R. PICARD



MOULINS
IMPRIMERIE DU PROGRÈS

1931

BIBLIOGRAPHIE

Publications de la Statistique générale de la France.

A. BERNARD. — Bulletin de la Société d'Emulation du Bourbonnais, année 1923.

E. MAUVE. — Notre Bourbonnais. Bulletin de la Société des Etudes locales, années 1927 et sq.

N. DE NICOLAY. — Générale description du pays et duché de Bourbonnais. Edition Vaysière. — Moulins, Durond éditeur.

Concours des primes d'honneur dans le département de l'Allier. — Bourges, Foucrier éditeur.

I. A. RAYEUR. — L'Allier. — Moulins, André Paris, éditeur.

VIRLOGEUX. — Les plus-values de cheptel. — Thèse Paris 1923.

MÉPLAIN. — Traité du bail à portion de fruits 1850. — Vernaïson, thèse Paris 1902. — Martin-Désboudets, thèse Paris 1897.

COLIN et CAPITANT, Cours et Planiol, Traité de Droit Civil, tome II.

ARDOUIN-DUMAZET. — Voyage en France, 27^e série,



LA DÉPOPULATION RURALE DANS LE DÉPARTEMENT DE L'ALLIER

Quand on veut étudier un phénomène, il est d'usage de choisir des exemples parmi les cas extrêmes. Si l'on voulait appliquer cette méthode au phénomène de la dépopulation rurale en France, ce n'est pas le département de l'Allier qu'il faudrait choisir.

Mais la méthode des cas extrêmes n'est sans doute pas la meilleure. Il paraît plus juste et, disons le mot, plus honnête, de chercher un cas moyen, qui soit l'image exacte, sans déformation dans l'un ou l'autre sens, de la situation générale.

A ce point de vue, l'Allier, avec sa densité moyenne, restée constamment inférieure à la densité de l'ensemble du territoire (58 au kilomètre carré contre 73 en 1891 — 34 en 1801, 45 en 1846, 51 aujourd'hui) avec ses centres urbains dont le plus important, faubourgs compris, n'a jamais atteint 50.000 habitants, avec la variété et la modicité relative de ses ressources agricoles et industrielles, offre un champ d'étude particulièrement intéressant.

Ayant bénéficié jusque vers la fin du XIX^e siècle d'un accroissement de population très considérable que l'ancien arrondissement de Gannat (cantons de Chantelle, Ebreuil, Escurolles, Gan-

nat et Saint-Pourçain-sur-Sioule) était le seul à ne pas accuser (52 en 1801, 67 en 1846, 63 en 1886-91) (1), l'Allier voit sa natalité fléchir à partir de cette date et, dès 1907 (2), la statistique générale de la France le classe parmi les départements dont la proportion moyenne des naissances est la plus faible : en 1907, 11^e avec 159 naissances pour 10.000 habitants ; en 1908, 8^e avec 162 ; en 1909, 11^e avec 157 ; en 1910, 6^e avec 152 ; en 1911, 5^e avec 144 ; en 1912, 6^e avec 149 ; en 1913, 5^e avec 143 ; de 1914 à 1919, 6^e avec 95 ; de 1920 à 1924, 2^e ex-æquo avec le Lot-et-Garonne : 158 pour 10.000 ; 1925, 5^e : 151 ; 1926, 5^e : 151 ; 1927, 3^e 143.

Mais grâce à la faiblesse de sa mortalité avant-guerre (5^e en 1907, dans la liste des départements ayant la mortalité moyenne la moins élevée : 169 décès pour 10.000 habitants ; 4^e de 1908 à 1913, avec 155), il faut attendre la période 1920-1924 pour le trouver avec le n° 12 (17 pour 10.000) dans la liste des départements où l'excédent des décès est le plus élevé.

On le voit, tant au point de vue de la date d'apparition que de l'intensité du phénomène, ces chiffres placent l'Allier loin derrière les départements ruraux de la vallée de la Garonne et de ses voisins, de la Nièvre, de la Creuse, du Cher,

(1) Arrondissement de Montluçon : 28 en 1801, 42 en 1846, 58 en 1886-91.

Arrondissement de Moulins : 30, 37 et 48.

Arrondissement de Lapalisse : 38, 49 et 60.

Soit de 1846 à 1886-91 une augmentation de 50 % pour Montluçon, de 25 % environ pour les deux autres arrondissements.

(2) On le verra plus loin, l'année 1907 est la première où, dans l'Allier, le chiffre de décès ait dépassé celui des naissances.

de l'Yonne et, avant la guerre du Puy-de-Dôme.

L'étude qui va suivre, nous l'avons dit, n'en sera que plus représentative de la marche de la dépopulation dans l'ensemble de la France. Nous l'entreprendrons en passant du phénomène démographique lui-même à ses effets économiques et sociaux et, pour finir, dans un troisième chapitre, à ses causes et à ses remèdes.

CHAPITRE I^{er}

Le phénomène démographique

Nous verrons d'abord le mouvement de la population totale, enregistré à une unité près par les statistiques, puis nous étudierons le mouvement de la population rurale, plus difficile à définir.

SECTION I

Mouvement de la population totale

La population totale du département de l'Allier était de 248.800 habitants en 1801 ; 329.500 en 1846 ; 356.432 en 1861 ; 390.812 en 1872 ; 424.582 en 1886, date à laquelle elle atteint son maximum. Elle se maintient en 1891 (424.382 habitants) et en 1896 (424.378) puis se met à décroître (422.024 en 1901, 406.291 en 1911, 370.950 en 1921, 370.562 en 1926).

(On trouvera les chiffres complets depuis 1861 dans le graphique ci-dessous (1) figure I.).

Encore, le chiffre de 1926 fait-il illusion : les 370.950 habitants de 1921, se décomposent en effet en 369.377 Français et 1.573 étrangers tandis que

(1) D'après A. Bernard, professeur à la Sorbonne, Bulletin de la Société d'Emulation du Bourbonnais 1923, page 113.

dans les 370.562 habitants de 1926 figurent 364.828 Français et 5.734 étrangers (1).

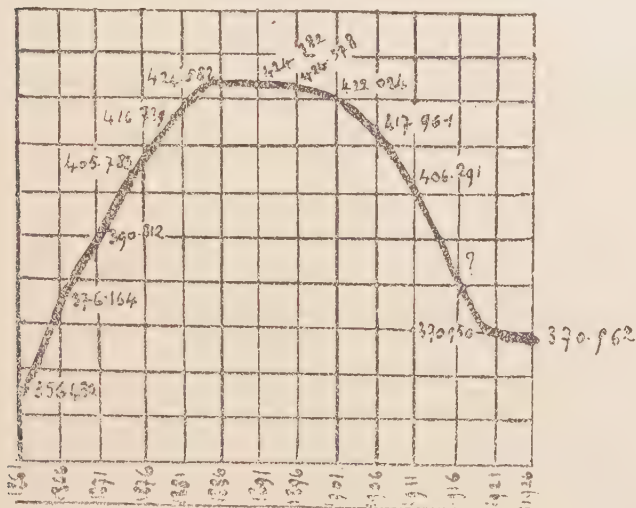


Figure I. La population totale du département
de 1861 à 1926

(1) Mouvement de la population étrangère : 1891 : 918. — 1896 : 689. — 1901 : 592. — 1906 : 583. — 1911 : 731. — 1921 : 1.573. — 1926 : 5.734.

« Ce nombre n'a fait qu'augmenter, si l'on en croit la statistique dressée récemment par les services de la Préfecture.

Au 31 décembre 1930, le nombre des étrangers en résidence dans le département s'élevait à 11.332 (6.916 hommes, 2.146 femmes et 2.270 enfants), contre 9.577 (4.998 hommes, 1.924

(Voir la suite page 12).

La constatation qui précède montre que, si l'on retire du chiffre total de la population celui de la population flottante et des étrangers, la chute apparaîtra encore plus profonde. Il suffit, pour s'en rendre compte, de consulter la figure II (1) où s'inscrivent les variations de la population municipale et française depuis 1826.

femmes et 2.655 enfants) au 31 décembre 1929.

Ces 11.332 étrangers sont ainsi répartis par nationalités :

Allemands, 36 ; Américains du Nord, 19 ; Argentins, 5 ; Autrichiens, 50 ; Belges, 376 ; Brésiliens, 7 ; Britanniques 87 ; Bulgares, 5 ; Chinois, 7 ; Colombiens, 2 ; Danois, 5 ; Egyptiens, 5.

Espagnols, 1.161 ; Hellènes, 91 ; Hollandais, 21 ; Hongrois, 31 ; Italiens, 2.443 ; Lettons, 5 ; Lithuaniens, 188 ; Luxembourgeois, 18 ; Marocains, 20 ; Mexicain, 1 ; Ottomans et Arméniens, 93 ; Palestinien, 1 ; Persan, 1 ; Péruvien, 1.

Polonais, 4.139 ; Portugais, 1.069 ; Roumains, 7 ; Russes réfugiés, 499 ; Russes U. R. S. S., 2 ; Serbo-Croates-Slovénes, 73 ; Suédois, 14 ; Suisses, 347 ; Syriens, 10 ; Tchèques-Slovaques, 378 ; Yougo-Slaves, 22.

Divers, 93.

Le nombre des étrangers dans les principales localités du département, toujours au 31 décembre dernier, était le suivant :

Moulins, 560 (364 hommes, 113 femmes et 83 enfants) ; Yzeure, 104 (92 hommes, 7 femmes et 5 enfants) ; Dompierre, 169 (72 hommes, 29 femmes, 68 enfants) ; Noyant, 401 (137 hommes, 85 femmes, 179 enfants) ; Saint-Pourçain-sur-Sioule, 99 (65 hommes, 14 femmes, 20 enfants).

Montluçon, 2.334 (1.362 hommes, 537 femmes, 435 enfants) ; Commentry, 1.288 (853 hommes, 218 femmes, 217 enfants) ; Domérat, 275 (133 hommes, 74 femmes, 68 enfants).

Cusset, 399 (240 hommes, 77 femmes, 82 enfants) ; Gannat, 171 (148 hommes, 13 femmes, 10 enfants) ; Châtelmontagne, 443 (383 hommes, 32 femmes, 28 enfants) ; Vichy, 1.338 (895 hommes, 272 femmes, 171 enfants) ; Abrest, 343 (176 hommes, 71 femmes, 96 enfants) ; Saint-Yorre, 444 (236 hommes, 66 femmes, 142 enfants).

(1) D'après E. Mauve, professeur à l'Ecole Normale d'instituteurs de Moulins, « Notre Bourbonnais », Bulletin de la Société des études locales 1928, page 98.

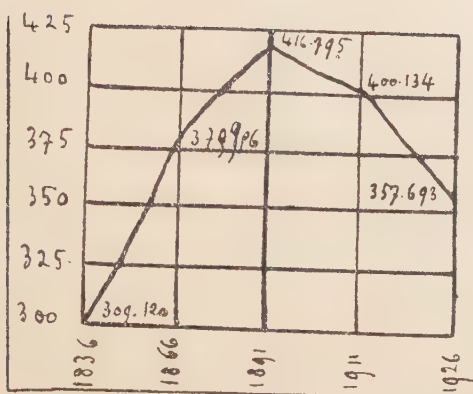


Figure II - Mouvement de la population
municipale française
de 1836 à 1926

Si l'on considère la composition de cette population, l'importance et le sens du phénomène se précisent.

Au point de vue du sexe, on voit que tout naturellement, la partie masculine de la population (plus atteinte par l'exode (1) et ensuite décimée par la guerre) baisse plus vite que la partie féminine.

Elle passe de 211.547 en 1891, à 211.168 en 1896, 207.197 en 1901, 203.801 en 1906, 199.826 en 1911, 175.870 en 1921, 177.388 en 1926. La popu-

(1) Cela n'enlève nullement de sa valeur à cette constatation d'expérience que l'homme est en général entraîné à la ville par la femme. La femme entraîne l'homme à la ville, mais elle y va plus rarement seule.

tion féminine accuse pendant la même période les chiffres suivants : 212.570, 211. 884, 212.038, 205.462, 192.471, 190.239.

Au point de vue de l'âge, la mortalité baissant et les jeunes quittant la campagne, la proportion des vieillards de plus de 60 ans, augmente régulièrement :

1896 (point de départ de la dépopulation) . 54.631. — 1901 : 55.003. — 1911 : 59.831. — 1921 : 60.998. — 1926 : 66.919.

Au contraire, par l'effet de la dénatalité, le nombre des individus de moins de 20 ans va décroissant :

1896 : 144.289. — 1901 : 139.682. — 1911 : 134.347. — 1921 : 75.815. — 1926 : 101.473.

Pour ce qui est de la profession, des erreurs et des changements de bases de calcul rendent presque impossible l'utilisation des statistiques.

En 1891, en raison d'une fausse attribution des domestiques de ferme rattachés aux « gens de maison », on compte 77.698 pour les professions agricoles et forestières (mais 38.956 domestiques attachés à la personne). En 1896, il y a 102.000 agriculteurs (mais 7.195 domestiques seulement). En 1901, le nombre des individus classés dans l'agriculture augmente toujours : 103.811. De même, en 1911 : 117.821 et en 1921 : 120.305. C'est qu'à partir des années d'avant-guerre, les femmes des cultivateurs inscrites jusque là comme sans profession, se déclarent de plus en plus comme cultivatrices : 76.859 hommes en 1911 et 40.962 femmes. — 70.651 hommes en 1921 et 49.654 femmes.

En réalité, le nombre d'hommes adonnés à l'agriculture est passé de près de 100.000 au moment où la population était maximum, à 70.000 seulement après guerre.

Pour donner à ces statistiques leur interprétation véritable, il importe de distinguer la part qui revient dans ce mouvement démographique brut à la dénatalité et à l'émigration hors du département.

Nous allons donc chercher à déterminer successivement dans quelle proportion la diminution de la population constatée depuis 1886-96 est imputable à un déficit de naissances et dans quelle proportion elle a été provoquée par le fait que les habitants du département sont allés s'établir ailleurs, sans que ces sorties aient été compensées par une immigration correspondante provenant des autres départements ou de l'étranger.

A) La dénatalité

De 1875 à 1886, date à laquelle la population du département atteint son maximum, le chiffre annuel des naissances s'établit autour de 10.000, celui des décès autour de 7.000, laissant un excédent d'environ 3.000 naissances.

Peu à peu, cet écart diminue, par suite de la baisse du nombre des naissances et l'excédent moyen ne dépasse bientôt plus 2.000. En 1897 il n'y a plus que 7.939 naissances pour 7.302 décès (+ 637 seulement) ; en 1900, 7.818 naissances pour 7.367 décès (+ 451).

Les excédents passent à 1.441 en 1901 et 1.277

en 1902, reviennent à 675, 620 pour tomber à 311 en 1905, 300 en 1906.

En 1907, apparaît le premier déficit de naissances : 6.648 naissances pour 7.062 décès (— 414). En 1908, grâce, en grande partie à la baisse de la mortalité qui commence à se faire sentir (6.408 décès contre 6.789 naissances), on trouve un excédent de 381 naissances qui l'année suivante se transforme à nouveau en déficit (6.578 naissances contre 6.734 décès : — 156). L'alternance continue : 1910, 6.372 naissances mais seulement 6.063 décès : + 309 ; 1911, relèvement brusque de la mortalité à 6.966, nouvelle baisse de la natalité à 5.853, déficit maximum d'avant-guerre : — 1.113 ; 1912, phénomènes inverses : 6.030 décès, 6.042 naissances : + 12 ; 1913, 6.092 décès, 5.826 naissances : — 266.

Pendant la guerre, le mouvement de la population civile (non compris les morts des hôpitaux et des dépôts militaires) accuse des déficits croissants : 1914 (l'influence de la guerre ne peut se faire sentir sur les naissances) : — 855 ; 1915, — 2.995 ; puis successivement jusqu'à 1919 : — 3.741, — 3.917, — 4.152, — 3.847.

Après-guerre, on constate une baisse constante de la natalité (6.106 en 1920, 6.262, 5.851, 5.557, 5.449, 5.600, 5.625, 5.362, 5.399, 5.294). Suivant les variations de la mortalité, on trouve des déficits de : — 473, — 299, — 491, — 675, — 1.234, — 1.067, — 1.152, — 1.301, — 741 et enfin en 1929, chiffre jamais atteint précédemment : — 1.566 (1).

(1) Les chiffres provisoires de 1930 sont plus favorables et se rapprochent de ceux de 1928.

Si l'on fait abstraction des années de guerre, en raison des circonstances anormales, l'histoire de la dénatalité dans l'Allier peut donc se résumer ainsi : jusqu'en 1906, l'excédent de naissances tombe peu à peu des environs de 3.000 aux approches de 0. De 1907 à la guerre, les années de déficit alternent avec les années d'excédent mais les déficits croissent et les excédents diminuent. Après la guerre, le déficit s'installe définitivement, tendant à augmenter chaque année (1).

B) L'émigration hors du département

Une remarque frappe l'esprit à la lecture des chiffres donnés plus haut : la population totale du département reste stationnaire dès 1886 et diminue fortement dès 1901, alors qu'on constate des excédents de naissances jusqu'en 1907 et qu'il faut attendre les années de la guerre pour trouver d'appréciables déficits de naissances. Et précisément, c'est au moment où ceux-ci se stabilisent définitivement à des chiffres élevés qu'on voit entre deux recensements (1921 et 1926) la population totale cesser de décroître de façon sensible.

C'est la preuve de la nécessité de chiffrer l'importance des mouvements de population à destination ou en provenance du département.

(1) On oublie trop, en général, que l'effet de la guerre s'est prolongé au delà de 1919 (diminution de la nuptialité et du nombre d'hommes en âge de procréer, augmentation du nombre des décès, la proportion des gens âgés étant plus forte, etc...).

Il est évidemment impossible de savoir combien d'habitants de l'Allier ont quitté le département ou combien d'habitants nouveaux sont venus se fixer dans l'Allier. Mais on peut obtenir du moins ce qu'on pourrait appeler le solde créditeur ou débiteur ayant résulté entre chaque recensement de ces migrations en sens contraire.

Il suffit pour cela de calculer la population telle qu'auraient dû la déterminer pendant la période quinquennale considérée les excédents ou les déficits de naissances et de les comparer ensuite à la population réelle constatée par le recensement (1).

Ces calculs nous conduisent aux constatations suivantes :

Sous l'influence de l'exode rural consécutif à l'essor industriel, l'Allier qui n'a qu'un centre minier et industriel vraiment important : le bassin de Montluçon-Commentry voit nécessairement, à partir du milieu du XIX^e siècle, sa population rurale prendre le chemin des grands centres : Paris, Lyon, Saint-Etienne, etc...

Dans la période 1876-1881, cet exode produit déjà une émigration nette de 6.516 habitants. De 1891 à 1896, période pendant laquelle la population de l'Allier reste pour ainsi dire étale, l'émigration manifeste une certaine tendance à fléchir : 5.429. De 1896 à 1901, elle est de 8.062. De 1901

(1) Voici, à titre d'exemple de la méthode suivie, le détail du calcul pour deux périodes différentes :

1901 à 1906 : L'Allier a un excédent total de 4.324 naissances, perd néanmoins 4.063 habitants — perte nette d'émigration : $4.324 - 4.063 = 8.387$.

1921 à 1926 : L'Allier a un excédent de 3.766 décès, ne perd que 388 habitants. Gain net d'immigration : $3.766 - 388 = 3.378$.

à 1906, elle se maintient à 8.387 mais passe d'un seul coup à 11.928 pour les années de 1906 à 1911.

Pendant la guerre, si l'on ajoute au déficit total des naissances par rapport aux décès dans la population civile (— 21.347) les 13.546 habitants de l'Allier morts pour la France, et si l'on compare le total obtenu au chiffre de 35.341 qui exprime la perte nette d'habitants entre les recensements de 1911 et de 1921, on constate que l'émigration est tombée à 448.

Enfin, entre 1921 et 1926, on se trouve pour la première fois en présence d'un gain net d'immigration : 3.378. Cette immigration, comme on peut s'y attendre à la suite de la guerre ne provient pas des autres régions de la France : on dénombre en effet en 1926, 4.161 étrangers de plus dans le département.

Conclusion de cette étude : jusqu'en 1914, l'Allier jouit d'une population suffisante pour alimenter une émigration croissante (1). A partir de la guerre, le vide s'est fait. Malgré l'appel concurrent des grandes agglomérations voisines dont la population a doublé (Clermont-Ferrand, Saint-Etienne) apparaît le phénomène inverse, destiné à compenser l'effet de l'émigration antérieure et de la dénatalité présente. Mais en raison précisément de la concurrence dont nous venons de parler, c'est exclusivement aux nationalités étrangères qu'est demandé le supplément devenu indispensable.

(1) Cette émigration n'avait nullement le caractère temporaire et méthodique qui caractérisait, par exemple, celle des maçons de la Creuse (Ardouin-Dumazet — Voyage en France, 27^e série, Berger-Levrault 1903, pages 206 et sq.).

SECTION II

Mouvement de la population rurale

Maintenant que nous connaissons les mouvements de la population totale et leurs causes immédiates, nous pouvons passer à l'étude de ceux, infiniment plus difficiles à saisir, de la population rurale.

Que faut-il d'abord entendre, par cette expression de population rurale ou agricole, et comment la distinguer dans les statistiques de la population urbaine ou industrielle ?

Faut-il considérer comme rurale la population non agglomérée, comme urbaine la population agglomérée des communes ? Non, évidemment, il y a des communes entièrement rurales où la population même agglomérée a ce caractère. Dans certaines régions du département, de nombreux cultivateurs demeurent « au bourg », ou chef-lieu de la commune.

Faut-il considérer comme urbaines les communes de plus de 3.000 habitants, par exemple, comme rurales celles qui sont au-dessous de ce chiffre-limite ? Le critérium est forcément arbitraire. Il n'est pas douteux que, dans l'état actuel de notre civilisation, une commune non industrielle de 5 à 6.000 habitants peut être qualifiée de rurale et qu'au contraire la population de certaines petites communes, dont presque tous les habitants travaillent à la mine, doit être rattachée, de par ses occupations, au type urbain et industriel.

Le moyen sûr d'éviter ces inconvénients est de prendre le mot rural au sens le plus large et de se borner à séparer des « centres » où la vie

urbaine et industrielle prédomine nettement, les « campagnes » où les habitants vivent en grande majorité de l'agriculture : directement ou indirectement.

A) Etude globale

Si nous étudions à la lumière de ces observations le mouvement de la population rurale, nous constatons immédiatement qu'elle a diminué beaucoup plus tôt et beaucoup plus profondément que la population totale.

Cette baisse rapide est due moins à la dénatalité, (qui a sévi avec une intensité égale dans les villes) qu'à l'exode rural, au départ des campagnards vers les centres urbains.

Nous avons vu l'importance de l'émigration hors du département avant la guerre. Les villes de l'Allier, évidemment, fournissaient elles aussi des émigrants, mais elles compensaient immédiatement leurs pertes en attirant à leur tour des habitants des campagnes. En effet, dans cette période de baisse accélérée de la population totale, les villes de l'Allier n'ont cessé d'augmenter. Donc, l'exode rural a dû suffire et à l'émigration hors du département et aux migrations intérieures (déplacements des campagnes vers les villes). C'est dire quels prélèvements ont pu être opérés à cette époque sur la population rurale.

Les villes ont augmenté, disons-nous. Deux centres, surtout, se sont accrus, bénéficiant l'un de l'essor industriel, l'autre du thermalisme et du tourisme, les deux grandes nouveautés du siècle

Grâce à son bassin minier, Montluçon (1) qui n'avait que 5.060 habitants au début du XIX^e siècle, passe à 26.605 en 1891, 32.834 en 1911. Malgré l'épuisement presque complet du gisement houiller, la main-d'œuvre y est fixée, après la guerre, par la création des usines Dunlop (2), et Montluçon compte aujourd'hui 35.041 habitants, ne cessant de s'accroître depuis le dernier recensement.

Dans son ombre, Commentry passe de 1.126 habitants en 1836 à 12.618 en 1891, mais l'exploitation des mines se ralentit peu à peu et nous ne retrouvons plus que 10.000 habitants environ en 1911 et 1926 (3).

Vichy, grâce à Napoléon III, puis au développement du thermalisme, passe de 1.148 en 1836 à 10.690, en 1891, 16.000 en 1911 et 19.000 aujourd'hui. Autour de Vichy, son faubourg de la rive gauche de l'Allier, Bellerive-sur-Allier (ancienne-ment Vesse) accuse 870 en 1836, 1.606 en 1891, 2.890 en 1926. Saint-Yorre qui doit sa prospérité à ses eaux minérales dites du bassin de Vichy, passe de 282 en 1836 à 565 en 1891 et 2.380 en 1926. Cusset, vieille ville judiciaire, est elle-même soutenue par le voisinage de la grande cité ther-

(1) Tous les chiffres donnés jusqu'à la fin de ce chapitre s'entendent de la population municipale. Les points de comparaison choisis sont : 1836, date du premier recensement sérieux ; 1891, date du maximum de population (maintenu de 1836 à 1896) ; 1911, 1921, 1926, étapes successives de la dépopulation.

(2) Dans les anciens ateliers de fabrication de munitions.

(3) Certains vieux mineurs vont dans d'autres bassins houillers compléter leurs retraites. Les jeunes cherchent de meilleurs salaires, soit dans d'autres régions minières, soit dans les industries montluçonnaises,

male : 5.093 en 1836, 6.358 en 1891, 7.582 en 1926.

Moulins, ancienne capitale des états du Connétable de Bourbon, au XVI^e siècle, siège d'une Généralité avant la Révolution, n'est plus désormais qu'un chef-lieu de département, centre administratif et agricole plutôt qu'industriel (1). De 1836 (15.000) à 1891 (19.600), il se développe assez lentement, puis ne fait plus que se défendre contre les effets de la dénatalité, oscillant autour de 20.000, pour toucher à 21.000 (en 1926). Mais de l'autre côté de la voie ferrée (ligne du Bourbonnais), Yzeure, grâce à la création de l'agglomération nouvelle des Bataillots (1.532 habitants) où demeurent les « cheminots », grâce aussi à l'exiguïté du territoire de Moulins, part de 2.060 en 1836, passe à 4.402 en 1891 pour atteindre 6.000 aujourd'hui.

Si l'on ajoute que les communes qui n'ont pas trop baissé dans la campagne depuis le dernier tiers du XIX^e siècle sont presque toujours les petites cités minières ou industrielles (Bert-Montcombroux, Noyant, Saint-Hilaire) maintenues depuis la guerre par l'immigration étrangère et particulièrement polonaise, on mesure l'étendue des pertes causées en moins de 50 ans par l'exode rural. Voici (fig. III) un graphique (2) exprimant les mouvements comparés de la population urbaine et de la population rurale depuis 1836 (population municipale et française).

(1) Ses industries elles-mêmes sont agricoles : tanneries (cuir au tan dit « de Moulins »), industries du bois, etc...

(2) D'après E. Mauve, op. cit.

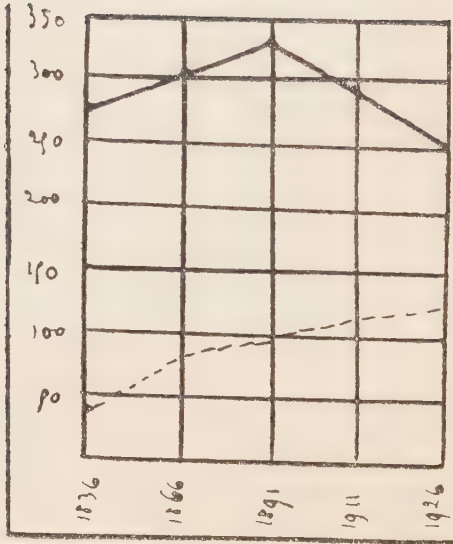


Figure III

--- Variations des groupes urbains
— Variation du reste du département
(Population municipale française)

B) Étude par cantons

La dépopulation n'a pas, naturellement, marché d'un pas égal dans tous les cantons ruraux. Il est donc indispensable, pour compléter l'étude générale qui vient d'être esquissée, d'entreprendre des monographies par régions.

Nous choisirons, pour grouper les cantons, l'ancienne répartition par arrondissements qui remonte à l'époque consulaire et n'a été modifiée

qu'en 1926, date de la suppression de la sous-préfecture de Gannat. Cette répartition qui reste valable au point de vue judiciaire et politique, est en effet, non seulement traditionnelle mais réellement naturelle.

Nous commencerons par l'arrondissement de Moulins, divisé en deux par la vallée de l'Allier et ses fertiles « chambonnages » (limons laissés par la rivière) : à l'Est, la « Sologne bourbonnaise » jadis marécageuse et stérile, pays de brandes et de fièvre, amendée et assainie aujourd'hui (1) ; à l'Ouest, les collines qui prolongent les monts d'Auvergne, calcaires autour de Souvigny, triasiques autour de Bourbon-l'Archambault, granitiques autour du Montet, et à l'extrémité de l'arrondissement, la vallée sablonneuse de la Bieudre (canton de Lurcy-Lévy).

Nous passerons ensuite à l'arrondissement de Lapalisse, avec ses terres de Limagne autour de Varennes-sur-Allier — la région ondulée de Jaligny et du Donjon, intermédiaire entre la Sologne et la Montagne bourbonnaise — au Sud de Lapalisse, la « Montagne », prolongement granitique des monts du Forez — enfin, la coupure du Sichon et ses abondantes sources minérales du « Bassin de Vichy ».

Puis à l'arrondissement de Gannat, presque entièrement calcaire de la plaine d'Escurolles, Gan-

(1) L'initiateur fut Victor Destutt de Tracy (1781-1864), fils de l'auteur des « *Éléments d'Idéologie* ». Il avait hérité, en 1837, du domaine de Paray-le-Frésil et commencé aussitôt sa mise en valeur.

La valeur de ces anciennes « terres à seigle » n'a fait qu'augmenter depuis. Elles présentent notamment l'avantage, considérable en raison de la rareté de la main-d'œuvre, d'être faciles à travailler.

nat, Saint-Pourçain (la fameuse Limagne bourbonnaise, suite de celle d'Auvergne) aux collines dans lesquelles la Sioule (Ebreuil) et son affluent la Bouble (Chantelle) se creusent des gorges pittoresques (1).

Enfin, à l'arrondissement de Montluçon, composé principalement de terrains primitifs siliceux, jadis le plus pauvre, enrichi au XIX^e siècle par l'exploitation de son bassin houiller (autour de Montmarault et de Commentry). Ce bassin a fait naître à Montluçon et à l'Est du Cher une activité industrielle qui survit à son épuisement, tandis que la région Ouest conservait son caractère agricole. Au Nord de l'arrondissement, le canton d'Hérisson et celui de Cérilly, où s'étend la magnifique forêt de Tronçais, forment la transition avec le canton de Lurcy et la partie ouest de l'arrondissement de Moulins.

1^o ARRONDISSEMENT DE MOULINS

En Sologne bourbonnaise, le début du XIX^e siècle est marqué par les épidémies de fièvre (2) qui réduisent encore la population déjà minimum (3).

Le canton de *Dompierre-sur-Besbre* part de 9.502 en 1836. En 1891, il compte 13.351 habitants. Une importante brasserie (Sept-Fons), une fonderie (Puzenat), le canal latéral à la Loire, développent son activité. Il se maintient à 12.239 en

(1) Tandis que la plaine est riche en froment et en prairies, les coteaux portent des vignes et des arbres fruitiers.

(2) Rapports des préfets au ministre lors des recensements de 1827 et 1831 (archives départementales).

(3) De nombreux enfants assistés sont placés dans cette région depuis une cinquantaine d'années.

1911, à 10.849 en 1921 et, son essor industriel tendant plutôt à se ralentir, nous le laissons à 10.736 en 1926 (1).

Chevagnes a 7.577 habitants en 1836 (contre 6.725 en 1831, en pleine épidémie) 12.215 en 1891, 10.992 en 1911, 9.322 et 8.952 en 1921 et 1926. La commune la plus peuplée du canton, Beaulon, exclusivement agricole d'ailleurs, passe de 2.563 en 1891 à 1.948 aujourd'hui.

Neuilly-le-Réal, qui borde l'Allier et ses « chambonnages » à Toulon, Bessay, Laferté et Saint-Loup, n'a néanmoins que 6.040 habitants en 1836. Augmentation de plus de 50 % en 1891 : 9.479. Puis successivement aux trois derniers recensements : 8.580, 7.481, 7.180.

Les deux cantons de *Moulins*, si l'on retranche les communes urbaines (Moulins et Yzeure) nous donnent le mouvement suivant : Moulins-Est : 2.561 en 1836, 3.656 en 1891, 3.031 en 1911, 2.849 en 1921, 2.712 en 1926. Moulins-Ouest : 3.355, 6.966, 6.486, 5.787, 5.743. Malgré la facilité de vente en ville pour les maraîchers, laitiers, éleveurs de volailles, malgré l'existence, en conséquence, de nombreuses « locateries » ou petites fermes de quelques hectares (2), la population rurale s'est mise à décroître à partir de 1891.

De l'autre côté de l'Allier, le pays était au début du XIX^e siècle beaucoup plus riche et plus peu-

(1) Il est à noter que le canton de Dompierre est le seul à accuser encore aujourd'hui des excédents de naissances, à vrai dire assez faibles mais du moins réguliers : +1 en 1929, +8 en 1928, +30 en 1927, etc...

(2) Et aussi, pourrait-on ajouter, malgré l'extension de l'agglomération moulinoise sur les portions les plus proches des territoires de Toulon, Avermes, Neuvy et Bressolles.

plé (1). Nous sommes au cœur du Bourbonnais puisque nous trouvons les deux anciennes capitales détrônées par Moulins, création du « bon duc » Louis II : Souvigny et Bourbon, qui a donné son nom à la province en même temps qu'à la plus célèbre maison régnante d'Europe.

Le canton de *Souvigny*, très varié en ressources: vignobles (Chemilly, Besson, Bresnay) fours à chaux (Saint-Menoux) verrerie (Souvigny), mines et carrières (Noyant), n'accuse à aucun moment de changement sensible : 10.399 en 1836, 11.921 en 1891, puis 11.411, 10.150, 10.000. La région vignoble est la plus atteinte (perte de 20 %). C'est Noyant qui, en augmentant de 75 % de 1836 à 1926 (2), a permis au chiffre total de se maintenir au même niveau approximatif.

Bourbon présente, lui aussi, des éléments de vie industrielle avec les mines de Buxières et Saint-Hilaire. La distillation des schistes bitumineux de ce gisement dit de l'Aumance, arrêtée depuis la guerre, constituait une partie importante de l'exploitation. Malgré sa disparition ces deux communes n'ont pas vu leur population décroître de façon appréciable. Mais Bourbon (3.000 habitants) ville thermique célèbre au temps de Louis XIV, au point que M^{me} de Sévigné opposait le calme et rustique Vichy à Bourbon, agité et mondain, a perdu sa prospérité. En dépit des

(1) Densité moyenne allant de 35 à 40 contre 20 à 30 à l'Est de l'Allier. L'aspect du pays, du type « bocage », le distingue nettement de la Sologne qui, avec la Limagne, est la seule région du département, appartenant au type « plaine ».

(2) Grâce à l'appoint polonais dans la période d'après-guerre.

bons près qu'elles possèdent (1), les autres communes baissent également. Si bien que la courbe s'inscrit par les chiffres suivants : 11.282, 14.948, 13.598, 11.725, 11.131.

Le Montet, jadis Le Montet-aux-Moines, est un canton froid, au relief assez accusé. Il possède aux bords de l'Allier une région favorisée ; celle du vignoble (Châtel-de-Neuvre, Monétay-sur-Allier Contigny). Il jouissait jadis d'une autre ressource : le charbon des mines de Fins et des Gabeliers, exploité dès le XVIII^e siècle et vanté en 1794 par un commissaire de la Convention. Ce charbon allait alimenter les verreries de Souvigny et partait sur Paris, par terre jusqu'à Moulins, par voie d'eau ensuite (2) ; on parla d'un canal allant de Fins à Moulins, puis d'une voie ferrée. Finalement il ne reste plus aujourd'hui que des vestiges de ces mines, depuis longtemps abandonnées (3).

Le vignoble ayant lui-même traversé les crises que l'on sait, on comprend que le canton se soit dépeuplé : 10.927, 12.156, 11.537, 10.105, 9.818.

Lurcy-Lévy (autrefois nommé Lurcy-le-Sauvage), offre un canton plat, au sol sablonneux et boisé. Les sabotiers et bûcherons y sont assez nombreux, voisinant avec les cultivateurs. L'agglomération la plus importante était constituée par les deux bourgs voisins de Château et du Veurdre. Ce der-

(1) Ou peut-être à cause d'eux, l'élevage demandant moins de main-d'œuvre que la culture, surtout sous la forme de l'« embouche ».

(2) Jusqu'à la construction des chemins de fer, la batellerie a été très active sur l'Allier.

(3) Ce renseignement et une partie de ceux donnés dans ces monographies cantonales sont empruntés à E. Mauve, op. cit.

nier naguère port florissant sur l'Allier, possédait d'importants chantiers de batellerie. Tout cela a disparu et le canton est réduit à 27 habitants au kilomètre carré, ce qui le met au rang des plus pauvres de la Sologne bourbonnaise. Mouvement de la population : 9.644, 11.559, 10.038, 8.682, 8.200.

2° ARRONDISSEMENT DE LAPALISSE

Au point de vue agricole, le plus riche des cantons de cet arrondissement est celui de *Varennnes*, prolongement de la Limagne, sur la rive droite de l'Allier.

Il a bénéficié, en 1857, de l'assainissement de la « Forterre » et du « Marais de Boucé » (1). Cette « cuvette » célèbre dans tout le département pour ses récoltes de blé et ses cultures fourragères qui permettent d'engraisser à l'étable des bœufs blancs sans rivaux, est entourée de terrains calcaires, très sains et remarquablement fertiles (2).

En outre, le bourg de Varennes, bien placé au point où la route n° 7 Paris-Antibes envoie sur Vichy un rameau très fréquenté, possède des industries actives (meubles, menuiserie) et Saint-Germain-des-Fossés est la « plaque tournante » des communications de Paris sur Clermont-Nîmes (3), Vichy-Thiers, Roanne-St-Etienne et Lyon. Si bien que, depuis 1836, Varennes (3.276 habi-

(1) Voir L. Guillot. La Forterre, son agriculture. Moulins — Crépin-Leblond 1930.

(2) Une spécialité de cette région est l'élevage des volailles : dindons, oies et poulets de race bourbonnaise, à destination des grandes villes de France et d'Angleterre.

(3) L'ouverture d'une nouvelle ligne Laferté-Gannat détournera de Saint-Germain une partie du trafic sur Clermont.

lants) a augmenté de 48 % et St-Germain (3.135) de 196 % et que la densité s'est maintenue, sans ville importante, autour de 80 au kilomètre carré,

Cependant, dans les communes purement rurales, en dehors du marais desséché (Boucé-Cindré), une baisse de population se manifeste, atteignant notamment Saint-Gérard-le-Puy, ancienne ville de foires et de transactions agricoles.

Finalement, le mouvement se traduit par les chiffres suivants : 11.847 en 1836, 14.281 en 1891, 14.304 en 1911, 13.495 en 1921, 13.583 en 1926.

A l'Est de Varennes, nous trouvons les cantons de Jaligny et du Donjon. La plupart des communes du canton de *Jaligny*, purement rural, sans agglomération importante, conservent un aspect féodal. Le canton du *Donjon* est un peu plus actif, grâce à la Loire et à son canal latéral qui le bordent, grâce surtout aux mines de Bert-Montcombroux (1), dont le charbon est en partie transformé sur place en électricité. Tous deux souffrent presque également de l'émigration vers Vichy-Cusset. Ils nous fournissent des chiffres analogues : Jaligny : 8.928, 11.480, 10.787, 9.369, 9.012. Le Donjon : 9.310, 12.035, 10.951, 9.872, 9.854.

Plus au Sud, uni aux cantons de Jaligny et de Dompierre par la rivière de Besbre, affluent de la Loire, le canton de *Lapalis* est, lui aussi, purement rural, à part une fabrique de boutons de corrozo à Lapalis. La dépopulation y est très forte. Perte depuis 1836 : 20 % à Lapalis et à Arfeuilles, 35 % à Saint-Pierre-Laval. Le mouve-

(1) Ces mines emploient de nombreux travailleurs étrangers.

ment total se traduit ainsi : 14.899, 17.697, puis de 1911 à 1926 : 16.044, 14.196, 13.952.

Toujours plus au Sud, nous trouvons le canton du *Mayet-de-Montagne*, habité par une population bien spéciale, ayant vécu isolée (1) pendant des siècles avec comme principale industrie le faux-saunage (2) et la contrebande. L'élevage, les cultures maigres, les industries du bois (sabotiers, scieurs) font vivre ces rudes Montagnards (3). Depuis la guerre, grâce aux bois communaux, les communes disposent d'importants revenus et le voisinage de Vichy (ainsi que la présence de nombreuses colonies scolaires de vacances) a développé le tourisme. Malgré leur attachement au sol natal, les habitants ont eu tendance à descendre vers les plaines, vers Vichy et Cusset surtout : 13.479 en 1836, 14.191 en 1891, 12.799 en 1911, 11.313 en 1921, 10.808 en 1926. Soit de 1836 à 1926, une diminution qui dépasse 20 %.

Il ne nous reste plus à parler, dans cet arrondissement que des deux cantons en grande partie urbains de *Cusset* et de *Vichy*, qui d'ailleurs furent réunis pendant longtemps avec comme chef-lieu Cusset.

Si l'on retranche Cusset, qui jadis grande capitale économique de la Montagne, bénéficie aujourd'hui, nous l'avons dit, du voisinage immédiat de Vichy et possède des industries et des carrières

(1) Certains patronymes sont portés par des centaines d'individus et l'on compte des hameaux dont presque tous les habitants ont le même nom de famille.

(2) Le Bourbonnais était pays de grande gabelle et le Forez pays de petite gabelle. La Basse-Auvergne, à l'exception de quelques paroisses de petite gabelle, était passée « terre rédimée » par ordonnance de Charles VII.

(3) Le canton possède également des ressources minérales assez importantes.

res très actives, ce canton, semblable à celui du Mayet, a subi, lui aussi, les effets de l'exode rural : 5.956 en 1836, 7.025 en 1891, 6.207 en 1911, 5.443 en 1921, 5.210 en 1926. Depuis 1836, Busset a perdu 36 % de sa population et Creuzier-le-Vieux 24 %.

Quant au canton de Vichy, qui ne comprend que quatre communes, deux, de caractère nettement urbain, vivent de la renommée de leurs eaux minérales : Vichy et Saint-Yorre. Des deux autres, l'une, Abrest, reste stationnaire (845 habitants en 1836, 834 en 1891), jusqu'au moment où l'extension de Vichy commençant à l'atteindre à son tour : Sa population composée en partie d'étrangers passe à 896 habitants en 1921 et 1.026 en 1926. L'autre, Le Vernet, à l'écart sur un plateau planté de vignes, est au contraire désertée : 1.119 habitants en 1836 (autant que Vichy) 992 en 1891, puis successivement : 784, 592, et légère reprise, 643 en 1926. Soit en définitive une diminution d'environ moitié.

3° ARRONDISSEMENT DE GANNAT

L'arrondissement de Gannat (1) fait suite à la Limagne d'Auvergne et présente les mêmes caractères : cette plaine de la Limagne bourbonnaise et les collines qui l'encadrent, jouissent d'une antique réputation de fertilité. S'opposant aux sols siliceux, qui dominent dans le reste du dé-

(1) Au point de vue administratif, ses cantons sont, depuis la réforme des décrets-lois, répartis de la façon suivante : Saint-Pourçain et Chantelle à Moulins ; Escurolles et Gannat à Lapalisse ; Ebreuil à Montluçon. Mais l'arrondissement continue à élire un député et à ressortir d'un tribunal « d'arrondissement » séant à Gannat (rétabli à la date du 1^{er} octobre 1930 ainsi que celui de Cusset, également supprimé en 1926).

partement, la terre noire de la Limagne, qui n'a que le défaut d'être compacte et difficile à travailler, fut de longue date l'objet des convoitises paysannes. Aprement disputée, achetée par lopins et comme arrachée par lambeaux, son morcellement la rend d'une culture malaisée et peu productive. Les petits propriétaires qui la possèdent, faute de capitaux, ne peuvent remédier à son épuisement progressif et continuent en certains endroits, à la retourner à la bêche. On comprend dès lors que cet arrondissement purement rural (ses deux « capitales », Gannat et St-Pourçain, toutes deux anciennes villes d'Auvergne, n'ont jamais sensiblement dépassé 5.000 habitants) ait été le premier atteint par la dépopulation (Voir introduction).

D'abord c'est l'exode rural vers les grandes villes (vers Clermont en particulier, au moment de l'essor de l'industrie du caoutchouc). Mais à cette cause s'en joint une autre : la dénatalité, qui y sévit très anciennement (1).

(1) Le canton le plus atteint est celui de Gannat. Pour la période décennale précédant l'année 1907 (la première où apparaisse un déficit de naissances dans l'ensemble du département) voici les chiffres pour le canton de Gannat : 1897 : 172 naissances contre 229 décès ; 1898 : 180 contre 240 ; 1899 : 174 contre 237 ; 1900 : 172 contre 258 ; 1901 : 176 contre 194 ; 1902 : 181 contre 225 ; 1903 : 181 contre 236 ; 1904 : 155 contre 209 ; 1905 : 156 contre 242 ; 1906 : 157 contre 230 ; 1907 : 142 contre 217.

Par opposition avec la situation dans ce pays de sol riche et de petite propriété, nous donnons ci-dessous les statistiques 1897-1907 pour le canton de Chevagnes, en pleine Sologne bourbonnaise, pays des grandes propriétés cultivées en métayage : 1897 : 273 naissances contre 128 décès ; 1898 : 255 contre 208 ; 1899 : 259 contre 184 ; 1900 : 285 contre 168 ; 1901 : 264 contre 148 ; 1902 : 267 contre 177 ; 1903 : 265 contre 161 ; 1904 : 265 contre 168 ; 1905 : 268 contre 126 ; 1906 : 234 contre 128 ; 1907 : 222 contre 169.

Le plus caractéristique de cette région, le canton de *Gannat*, voisin immédiat du Puy-de-Dôme, en bonne terre, sauf à l'Ouest, où la Sioule est bordée d'un talus granitique, comprend 12 communes sur 13.917 hectares (Dompierre : 9 communes sur 29.347 hectares ; Chevagnes et Neuilly réunis : 20 communes sur 66.396 hectares). La ville de Gannat doit toute son importance à ses marchés et ne participe en rien au type industriel (5.109 habitants en 1836, plus que Montluçon, 5.652 en 1891, 4.388 aujourd'hui). Elle souffre cependant moins de la dépopulation que l'ensemble du canton, qui (chiffres globaux) compte 13.584 habitants en 1836 (et 13.837 en 1866) pour tomber ensuite de 12.748 en 1891 à 10.992 en 1911, 9.539 en 1921, 9.407 en 1926. Soit, si l'on excepte Gannat, 8.479 en 1836 et seulement 5.019 aujourd'hui.

Au Nord-Est, nous trouvons le canton d'*Escurolles*, qui joint l'Allier en face de Vichy. D'où la naissance de Bellerive dont la population a triplé en un siècle (1). En retranchant cette annexe de la grande cité thermale, qui serait plus peuplée encore si son territoire n'était en partie occupé par un golf, un champ de courses, des terrains de tennis, etc..., nous constatons le mouvement ci-après : 12.030 en 1836, 11.840 en 1891, 9.766 en 1911, 8.434 en 1921, 8.376 en 1926.

Toujours plus au Nord, le canton de *Saint-Pourçain*, dont les vins blancs, jadis recherchés pour la table du roi, conservent une bonne renommée locale. Rival de Gannat, Saint-Pourçain-sur-Sioule, où existent quelques moulins ou indus-

(1) Et la prospérité de Hauterive, qui a augmenté de 25 %.

tries agricoles, le dépasse déjà et le dépassera plus nettement encore le jour où il sera desservi par la ligne P.-L.-M. Laferté-Gannat, actuellement en construction, et qui suppléera à l'insuffisance de la ligne à voie étroite de Varennes à Marcillat : 4.731 en 1836, 4.920 en 1891, 4.475 en 1921, 4.680 en 1926. Enlevons Saint-Pourçain qui possède aujourd'hui près de la moitié de la population du canton et nous obtenons des chiffres comparables à ceux de Gannat (1) : 8.031 en 1836, 7.869 en 1891, date où commencent les maladies de la vigne, puis 7.372, 6.276, 5.975 (2).

Au Sud-Ouest de Saint-Pourçain, canton du vin blanc, *Chantelle*, canton du vin rouge, adonné également à l'élevage et à la culture des céréales. Deux petits centres : Chantelle (1.280 habitants), ancienne place forte des ducs de Bourbon, qui domine la Bouble, affluent de la Sioule, et Charroux sur le plateau ondulé qui sépare les deux rivières (701 habitants perte de 58 % en un siècle). Mouvement analogue : 13.196, 12.614, 11.416, 9.550, 9.107.

Au sud, le canton d'*Ebreuil*, partagé comme Chantelle en terrains granitiques et en terrains calcaires, est assez fortement accidenté et certains de ses habitants passent pour des montagnards aux yeux de ceux de la Limagne. Deux centres aussi : Ebreuil (1.549) et Bellenaves (1.673).

Ce sont les communes les plus favorisées pour la nature du sol qui se sont le plus dépeuplées de-

(1) Surtout si l'on songe que Louchy-Montfand, en plein vignoble, a encore 100 habitants au kilomètre carré contre 56 pour l'ensemble du canton.

(2) Chiffres globaux : 12.762, 12.789, 12.188, 10.751, 10.659.

puis 1836 ; Bellenaves : 25 %, Ebreuil : 35 %, Vicq : 43 %, Nades : 48 %, Naves : 56 %. Mouvement global : 13.577, 12.614, 10.855, 8.760, 8.537. Soit malgré l'existence de ressources minérales appréciables (kaolin à Echassières) une perte de 5.000 habitants en moins d'un siècle.

4° ARRONDISSEMENT DE MONTLUÇON

Nous étions restés, jusqu'ici, dans les pays de la Loire et de l'Allier, nous abordons maintenant la vallée du Cher. Pour bien marquer le changement, pour nous « désorienter » complètement, nous commencerons par l'extrémité la plus éloignée, la région Ouest, aux confins de l'Auvergne et de la Marche. Puis nous étudierons Montluçon et la rive droite du Cher qui nous ramèneront insensiblement en Bourbonnais.

Sur la rive gauche du Cher, sauf un petit morceau du canton d'Hérisson, nous ne trouvons, en dehors de Montluçon-Ouest, que le canton d'*Hurriel*, déjà marchois, pays de pommes à cidre, de châtaignes et de brandes, avec quelques vignes autour du chef-lieu. Très grand, comme la plupart des cantons de l'arrondissement (39.917 hectares pour 14 communes), il compte 12.878 habitants en 1836, 15.860 en 1891, 14.581 en 1911, malgré l'exode vers Montluçon.

C'est que la natalité reste longtemps assez forte, comme dans la région également pauvre de la Sologne bourbonnaise, puisque des excédents appréciables de naissances y apparaissent jusqu'à la guerre (303 naissances contre 184 décès en 1897, 234 naissances contre 188 décès en 1907, 223 naissances contre 165 décès en 1913).

Après la guerre, l'exode s'est accentué et la dénatalité a fait son apparition : 12.553 en 1921, 11.908 en 1926.

Les cantons de *Montluçon*, non encore séparés en 1836, comptent 18.455 habitants dont 5.304 à Montluçon, 1.379 à Nérès, station thermale remontant à l'époque romaine, comme Vichy et Bourbon (2.559 en 1891, 3.179 aujourd'hui) et 3.006 à Domérat, commune viticole, qui grâce au voisinage de Montluçon (1) passe à 3.611 en 1891 et se maintient à 2.831 en 1926.

Si l'on retranche Montluçon et Nérès et en tenant compte des communes à proximité immédiate de la ville (les employeurs transportent gratuitement la main-d'œuvre en autobus), on voit que la population rurale, malgré la demande accrue de produits alimentaires, a payé son tribut à l'exode rural, à partir de la fin du XIX^e siècle : 12.042 en 1836, 15.776 en 1891, 14.980 en 1911, 13.848 en 1921, 13.683 en 1926.

Le canton purement rural de *Marcillat*, dont la seule commune de Durdât-Larequille, au Nord, bénéficie de la proximité de Commentry, est encore plus atteint par l'exode : 10.429 en 1836, 12.454 en 1891, 11.165 en 1911, 9.725 en 1921, 9.160 en 1926.

Le canton de *Commentry*, détaché de celui de Montmarault comme Vichy de Cusset, a son sort lié à celui de la mine et toute sa vie se concentre dans son chef-lieu. Les trois autres com-

(1) Voisinage dont bénéficient également Désertines, Saint-Victor et Lavault-Sainte-Anne. — Deneuille et Chamblet, cités minières, souffrent depuis une vingtaine d'années de l'épuisement du gisement.

munes, Colombier, Malicorne et Hyds bénéficient modestement tout d'abord de la prospérité de Commentry : 2.003 en 1836, 2.775 en 1891. Mais l'épuisement des mines les atteint plus que lui encore : 2.277, 1.881, 1.824.

Le canton de *Montmarault* est exclusivement rural en 1836 ; si l'on retranche les quatre communes du futur canton de Commentry, il compte 10.846 habitants. En 1891, il est passé à 20.847, sous l'influence de deux causes d'inégale importance : la principale est l'exploitation des mines de Doyet, Montvicq et de la commune nouvelle de Bézenet qui ont respectivement : 3.421, 2.940 et 3.875 habitants ; la seconde, l'amélioration des méthodes de culture par un chaulage intensif des terres granitiques (1).

Mais peu à peu les mines s'épuisent, l'exploitation s'arrête et la main-d'œuvre émigre, « expropriée » de son travail. La chute est rapide : 16.443 en 1911, 12.605 en 1921, 12.170 en 1926.

Abstraction faite de cités minières (2), on constate que la population rurale du canton est passée de 10.611 en 1891 à 7.700 en 1926.

Hérisson est réputé pour la beauté de ses sites, mais non pour la richesse de son sol (densité 27,3). Les centres principaux sont Vallon-en-Sully et Hérisson, petites cités déchues, et Cosne-d'Al-lier (Cosne-sur-l'Œil) encore actif grâce aux chemins-de-fer d'intérêt local (économiques) qui y possèdent un atelier de réparation et une gare

(1) Le voisinage de centres houillers gros consommateurs n'est pas étranger, bien entendu, à ces initiatives. — Le beurre de Montmarault est très réputé.

(2) Doyet, Montvicq et Bézenet ne comptent plus que 1.455, 1.676 et 1.339 habitants soit une baisse dépassant 50 %.

importante. En dehors de cette dernière commune (2.127 habitants, augmentation de 80 % depuis 1836), la population a subi les effets de l'exode rural (1) : 12.232, 15.924, 14.320, 12.409, 12.164 (2).

Au Nord, dernier canton de l'arrondissement, le canton de *Cérilly* dont la célèbre forêt de Tronçais située presque tout entière sur son territoire, a fait autrefois la fortune en permettant la création (1788, par le maître de forges Rambourg) d'une usine très importante pour l'époque traitant la fonte et le fer au bois. Mais aujourd'hui cette industrie a été transportée à Monlluçon, attirée par la houille. Quelques industries, particulièrement les industries du bois qui compensaient la pauvreté du sol, d'ailleurs en partie boisé (Tronçais occupe 8.582 hectares sur 33.922) sont en régression ou ont disparu. Si bien que la population du canton, d'abord en fort accroissement, est finalement tombée au-dessous du point de départ, rapprochant Cérilly de son voisin Lurey : 11.081, 13.623, 12.242, 10.474, 10.213 (3).

(1) Retardés par une natalité assez forte (333 naissances contre 163 décès en 1897, 275 contre 209 en 1907, 218 contre 198 en 1913).

(2) Sur 44.288 hectares.

(3) Les constatations faites au cours de ces monographies cantonales sont résumées dans la carte ci-jointe, où la population rurale actuelle (1926) est rapportée à celle de 1836.



Combray
Doyat
Mornay
Bogenat etc..



CHAPITRE II

Les effets

Nous arrivons à la deuxième partie de cette étude : après avoir défini le phénomène démographique, nous allons essayer d'atteindre et de caractériser ses effets économiques et sociaux.

Cette analyse ne peut évidemment prétendre à la même précision que le premier chapitre. Alors que les statistiques démographiques sont complètes et peuvent être tenues pour exactes, les statistiques agricoles sont insuffisantes et ne rendent compte que très approximativement des phénomènes qu'elles cherchent à saisir (1).

Il convient donc de n'utiliser qu'avec prudence et sous réserves les chiffres officiels, quand il en existe, et de recourir, autant que possible, soit à la connaissance directe des faits, soit à l'opinion des praticiens. Le présent chapitre est plutôt le résultat d'une enquête sur place qu'un résumé des statistiques administratives. C'est dire qu'il sacrifie une précision fallacieuse à la recherche d'une impression d'ensemble et moyenne, qui, sous une

(1) Cela tient d'abord à la date beaucoup plus récente depuis laquelle on les établit et aux méthodes rudimentaires encore en usage. Mais il faut aussi incriminer la complexité infiniment plus grande des phénomènes retenus par la statistique, sans parler de la méfiance toujours en éveil des intéressés qui imputent à l'administration une arrière-pensée fiscale.

apparence un peu hésitante, cache un fond de réalité infiniment plus solide.

Nous verrons en premier lieu les effets de la dépopulation au point de vue agricole (agriculture proprement dite et économie rurale) puis nous tenterons de donner une idée de la réaction des milieux ruraux, qui sans pratiquer la culture, vivent également de ses produits, en s'en faisant les auxiliaires.

SECTION I

L'agriculture proprement dite

Avant d'étudier les effets agricoles du phénomène de la dépopulation, il importe d'esquisser à grands traits, le cadre économique et social dans lequel il a évolué.

Quelles étaient d'abord les aptitudes du terroir, les productions naturelles de cette province composite et de formation récente, « rassemblée » en pleine anarchie féodale par les sires de Bourbon, aux dépens des Arvernes (Auvergne) des Eduens (Bourgogne-Nivernais) et de Bituriges (Berry) ?

En voici une peinture qui ne demande que fort peu de retouches, bien qu'elle remonte à près de quatre siècles. C'est celle que nous trouvons en tête de la « Générale description du pays et duché de Bourbonnais » dédiée par le géographe ordinaire du roi Nicolas de Nicolay, à Charles ix et à sa mère Catherine de Médicis. Elle est datée de 1569, de l'époque par conséquent où le Bourbonnais entre définitivement dans l'unité française après la confiscation des biens du connétable Charles, neuvième duc de Bourbon (1523)

Nicolas de Nicolay, en tête de son ouvrage (1), décrit en ces termes, pleins de naïveté et de justesse, la physionomie agricole du Bourbonnais :

« Le pays et duché de Bourbonnois, province de la Gaule aquitanique, est situé au milieu de la France, en climat doux et gracieux, lequel, étant diversifié de riches coteaux et montagnes, plaisantes vallées et campagnes, prairies, estangs et pascages, est très délectable et fertile, car il abonde en quantité très grande de tout gros et menu bestail, comme bœufs, vaches et taureaux (2).

(1) Edition Vayssière, archiviste départemental, Moulins. Durond 1889, pages 9 et sq.

(2) Le cheptel bovin, d'un modèle réduit et peu uniforme, appartenant en général à la race dite bourbonnaise, a fait place, depuis la fin du XIX^e siècle, au bétail blanc charollais-nivernais.

Cette race célèbre, sans rivale pour la production de la viande, est originaire des collines du Charollais et du Brionnais (Saône-et-Loire). Venu, en 1773, d'Oyé, dans le Brionnais, à Anlezy (Nièvre), Claude Mathieu amène avec lui quelques spécimens de la race, à laquelle les soins et les efforts d'éleveurs inconnus avaient, dès cette époque, conféré des qualités exceptionnelles.

Le bétail blanc se répand peu à peu et, à partir de 1825, des essais de croisement sont tentés avec les Durham. Mais, dès le début du second Empire, on renonce à cette méthode qui, si elle améliore les formes de la race, nuit à sa rusticité et à sa force de résistance, pour recourir à la sélection, où s'illustrent deux éleveurs nivernais : Chamard et Louis Massé.

Du Nivernais, pendant ce temps, les Charollais envahissent le sud-est du Cher (vallée de Germigny-l'Exempt près de La Guerche, puis arrondissement de Saint-Amand-Montrond) l'Allier, une partie de la Bourgogne et le Nord du Forez (canton de la Pacaudière et limitrophes).

Aujourd'hui, des bœufs de travail vont jusque dans le Nord effectuer les charrois de l'industrie betteravière, dont les déchets servent ensuite à leur engraissement et l'on trouve des reproducteurs charollais en Amérique centrale et en Amérique du Sud.

asnes, jumens et chevaux (1) et pareillement en pourceaux (2), moutons, brebis chèvres et agneaux (3) et autre espèce de bestail (4) duquel à cause du commerce et trafic ordinaire qu'en font les Bourbonnais par toutes leurs foires et marchés (5) avec les estrangers et leurs voisins, en provient richesse inestimable au dit pays ; lequel, d'ailleurs, est peuplé de grands bois et forêts (6), pleines de sauvagines fauve et noire et tout autre gibier de chasse pour le plaisir et déduit du prince et des grands seigneurs (7).

(1) Plus riches depuis la guerre, les cultivateurs bourbonnais commencent à renoncer à l'âne au profit du cheval. Ils préfèrent les juments et, entre toutes, celle du type percheron.

(2) Les porcs appartenaient d'abord à une race indigène très rustique mais de petit format. Les Craonnais, introduits de longue date, produisent des croisements de plus en plus proches du type pur. Depuis la guerre, les Yorkshires Large White (grands Yorkshires) jadis critiqués par la charcuterie pour la qualité de leur lard et la prédominance de la graisse sur la chair, gagnent de plus en plus de terrain, notamment dans la Sologne bourbonnaise, spécialisée dans cet élevage.

(3) Les chèvres tendent à disparaître. Les ovins sont eux-mêmes en forte décroissance. Les éleveurs qui s'orientent de plus en plus vers les races anglaises ont presque exclusivement en vue la production de la viande (celle de la laine devenant de plus en plus secondaire).

(4) L'élevage de la volaille s'est beaucoup développé dans l'arrondissement de Lapalisse et à l'est de Moulins. La poule « herminée » de race bourbonnaise est très estimée pour la chair.

(5) Les plus importantes sont celles de Moulins, où a lieu également, au début de l'année, un concours agricole célèbre.

(6) 77.409 hectares, 121 en 1929 sur une superficie productive de 666.809,751.

(7) Certaines régions restent assez giboyeuses (Sologne bourbonnaise).

Et quant aux vallées et prairies, elles ne sont pas moins plaisantes à l'œil qu'abondantes en foins, pascages et claires fontaines, lesquelles, s'écoulant par divers murmurans ruisseaux, enfin par longs traits obliques et ondoyans, se rangent en divers beaux fleuves qui arrosent tout le bas pays, ce qui le rend copieux en grains de froment, seigle, orge et avoine, en pois, fèves, safran, chanvre, lin et huile de noix (1) et toutes sortes d'excellents fruits. Puis les coteaux où sont les vignobles produisent quantité merveilleuse de très bons vins vermeils, clairs et blancs, dont les plus exquis et meilleurs sont ceux qui croissent autour de Moulins, ville capitale du pays, comme à Ségange, qui est plant de Beaune, à Ste-Catherine, à la vigne de Monsieur

(1) Grâce aux améliorations culturales, le blé s'est développé au détriment des autres céréales.

Les cultures sarclées (pommes de terre, betteraves et carottes fourragères, etc...) ont pris la place de celles citées par Nicolay.

Les noyers, recherchés par l'ébénisterie, ont été en grande partie abattus et non remplacés. L'huile de noix a donc fait place aux huiles d'olive ou exotiques, ce qui n'a fait que renforcer la prédominance de la cuisine au beurre et plus encore à la graisse.

Voici, à titre d'indication, au sujet des cultures, l'assolement-type actuellement en usage pour la plus grande partie des 397.000 hectares labourables que compte le département :

1^{re} sole : jachère cultivée ou cultures sarclées (ces dernières constituant 1/2 ou 1/3 de la sole) ;

2^e sole : Blé ;

3^e sole : avoine ou orge avec semis de trèfle ;

4^e sole : trèfle plus ou moins mélangé de ray-grass.

La luzerne (dans les localités où elle prospère), les topinambours (répandus dans les terres légères) sont presque partout placés hors rotation.

(Voir Dupont, ancien directeur des services agricoles de l'Allier, Concours des primes d'honneur, Foucrier, Bourges, 1926, pages 14 et sq.).

le Duc à Bardou (1). Vous avez puis les délicieux vins de Souvigny et ceux de Besson, de Bresnay, Contigny et Verneuil, et les vins de la Maugarnie, de Montfand qui par sur tous les autres emportent le bruit ; ceux du grand vignoble de Saint-Pourçain, d'Ussel, Gannat, Chantelle et Montluçon, qui fournit la pluspart du Limousin et les vins frians d'Hérisson et de Saint-Amand (2) et plusieurs de divers crus desquels nous ne ferons mention. Mais quant aux vins blancs, ceux de Besson, de Bresnay, la Chaise-sur-Allier, Chastel-de-Neuvre, Chazeuil et ceux de Basses-Marches le long de la Loire, vers Bourg-le-Comte et Haberly (3) entre les autres, sont tenus pour bons ; de manière que ceste petite province, laquelle est peuplée de plusieurs petites villes, bonnes bourgades, paroisses, châteaux et maisons nobles, combien qu'en plusieurs endroits elle soit maigre et sablonneuse et non à demi cultivée, par l'ignorance et vraie paresse des habitants, si se peut-elle a bon droit dire, entre plusieurs autres, assez féconde et abondante pour ce qui est nécessaire pour la vie de l'homme, voire qu'outre leurs provisions ordinaires, les habitans d'icelle vendent et distribuent aux estrangers et à leurs voisins de leurs denrées par grandes sommes de deniers, et ce par le moyen des foires et marchés qu'ils ont en grand nombre, et pareillement du

(1) Le vignoble de Moulins s'est réduit beaucoup et ses produits sont presque toujours consommés par le récoltant, au contraire, les autres vignobles cités par Nicolay, se sont assez bien maintenus.

(2) L'arrondissement actuel de Saint-Amand (Cher) appartenait au Bourbonnais.

(3) Avrilly (canton du Donjon),

navigage de ces deux grands fleuves de Loire et Allier (1). »

Au point de vue de l'économie rurale, les changements, malgré les apparences, n'ont pas non plus touché au fond des choses.

Parlons d'abord de la propriété (2). D'après les renseignements fournis par les contributions directes la répartition, en 1892, était la suivante :
95.501 cotes de 0 à 10 hectares : 136.074 hectares
5.903 cotes de 10 à 40 hectares : 112.608 hectares
2.345 cotes de 40 hectares et au-dessus : 428.435 hectares.

Aujourd'hui, nous n'avons plus la même source de documentation. Mais on s'accorde à reconnaître que l'enrichissement consécutif à la guerre a développé la petite propriété (3) (au-dessous de 10 hectares) et qu'elle doit atteindre au moins 150.000 hectares.

D'un prix trop élevé pour les petits cultivateurs (métayers retraits, etc...) n'intéressant pas les grands propriétaires ou les capitalistes qui avaient plus d'ennuis que de profits à attendre de son exploitation, les lots de terre de 10 à 40 hectares se vendaient mal avant la guerre et les « mar-

(1) Ni l'Allier ni la Loire ne sont navigables aujourd'hui. Mais la Loire est doublée par un canal latéral. Pour le reste, cette dernière phrase de Nicolay reste exacte : le Bourbonnais, pays de polyculture, exporte les produits les plus divers.

(2) Primes d'honneur. 5^e partie, par M. Gagot, professeur d'agriculture, pages 50 et sq.

(3) Elle domine autour de Gannat (Limagne) et dans le vignoble voisin de Montluçon. Elle est également bien représentée dans la Montagne bourbonnaise. La petite propriété d'origine récente est assez bien groupée. Là où elle est ancienne (Gannat), le morcellement sévit.

chands de biens » en constituaient le moins possible. C'est dire que la moyenne propriété s'était peu développée. A partir de 1919, des achats ont eu lieu de la part surtout de métayers enrichis à leur sortie par les plus-values de cheptel. (Le cheptel était estimé dans les baux non au poids, mais en argent et les métayers ont ainsi bénéficié largement de la dépréciation de la monnaie) (1). Finalement l'accroissement semble avoir été appréciable (125.000 hectares ?) (2).

La grande propriété (3) se maintient bien malgré tout et compte, semble-t-il, encore 400.000 hectares, soit près des deux tiers du sol cultivable.

Mais le mot ne doit pas nous induire en erreur : Dans l'Allier, grande propriété n'entraîne pas grande exploitation et grande culture, les « latifundia » étant divisés en « domaines » ne dépassant que très rarement 100 hectares et descendant souvent en bonne terre au-dessous de 40.

Cela nous amène aux modes d'exploitation et de culture.

Comment sont exploités ces « domaines » bourbonnais, d'une étendue moyenne de 60 hectares ?

(1) Virlogeux, Les plus-values de cheptel. Thèse Paris 1923. Jurisprudence citée dans Colin et Capitant. Cours élémentaire de Droit Civil, tome II, page 562. Planiol, traité élémentaire, tome II, page 605, note 1.

(2) La moyenne propriété se rencontre un peu partout, son existence étant due plutôt, on l'a vu, au développement social et au mouvement économique général qu'à des circonstances locales (nature du sol et méthodes de culture).

(3) Surtout répandue dans les cantons de Chevagnes, Monlins, Lurcy, Montmarault. Certaines propriétés vont jusqu'à 5.000 hectares ; nombreuses sont celles qui dépassent 1.000 hectares.

on peut répondre : En métayage (1), autant que possible.

Dans les régions de petite propriété, où il n'existe guère de métayers, les propriétaires qui ne peuvent cultiver eux-mêmes, recourent au fermage. De même, dans le reste du département, pour ceux qui n'ont pas le loisir ou la possibilité de surveiller l'exploitation du métayer.

Encore convient-il de souligner que dans les régions de pur métayage (Sologne bourbonnaise), le fermier n'exploite pas lui-même. C'est un « fermier général » qui loue de nombreux domaines et les donne en métayage, faisant son bénéfice de la différence entre le fermage et sa part de fruits.

Parfois aussi, à l'imitation de ce qui se passe dans la Nièvre et surtout quand il s'agit d'un domaine où l'on pratique la sélection, où existe une « écurie » de Charollais, on rencontre le « faire-valoir » direct par domestiques (dirigés si c'est nécessaire par un maître-valet également salarié) (2).

Dans tous les autres cas, c'est le métayage qui est adopté. Ce mode d'exploitation a toutes les

(1) Voir bibliographie du métayage Planiol, traité élémentaire de Droit Civil tome II numéro 1778. Comme travaux généraux d'auteurs bourbonnais, citons Méplain, traité du bail à portion de fruits, 1850, Vernaison, thèse Paris 1902. En ce qui concerne le métayage dans l'Allier : Martin-Desboudets, thèse Paris 1897.

(2) On cite, comme une exception presque unique, la propriété de l'« Ecluse » à Neuilly-le-Réal, appartenant à M. le comte de l'Etoile, où sur 1.250 hectares, 420 sont exploités en régie directe par le propriétaire (Primes d'honneur, pages 69 et sq.). Ce procédé n'est appliqué d'habitude, dans les propriétés de ce genre, qu'à une petite « réserve » de quelques hectares autour du château ou de la maison de maître.

faveurs des grands propriétaires et des « fermiers généraux » (1). C'est lui qui, dans l'Allier, donne naissance, au-dessus des simples cultivateurs (métayers, petits fermiers, petits propriétaires), à la classe considérée, des « agriculteurs », d'origine noble ou bourgeoise, vivant tantôt à la ville et tantôt, dans leur château. Ces « agriculteurs » ne sont pas complètement oisifs comme ils le seraient s'ils donnaient leurs terres en fermage. Ils visitent leurs domaines, se mettent d'accord avec le métayer sur les ventes à faire et se rendent aux foires pour suivre les transactions et toucher leur part (2). Mais ils n'ont pas les soucis que donne le faire-valoir direct, le métayer qui fournit non seulement son travail mais la quasi-totalité du matériel d'exploitation et qui en outre, embauche et paye les domestiques et prend à son compte une partie du cheptel (et parfois des engrais) ayant une initiative lui permettant de se mouvoir dans la limite des usages cultureux du domaine (respect des assolements, importance du cheptel, etc.).

Ce régime, qui, on le voit, rappelle plus que tout autre celui de l'ancienne France, a été chaleureusement défendu par les uns, âprement critiqué par les autres (3). Depuis la guerre, qui

(1) Certains propriétaires ne possédant que quelques domaines, afferment des domaines voisins et sont à la fois l'un et l'autre.

(2) Ils peuvent d'ailleurs se décharger plus ou moins complètement de cette besogne sur des « régisseurs », hommes de confiance appointés ou « intéressés » (ce qui les distingue des fermiers généraux qui sont des « entrepreneurs » et assument les risques).

(3) Dans les années qui ont précédé la guerre, une vive effervescence, qui a d'ailleurs laissé des traces, existait dans la circonscription politique de Moulins-Ouest, représentée par le député extrémiste Brizon.

semble avoir provoqué, dans tous les domaines, une diminution du goût pour les débats purement théoriques, ces controverses se font plus rares. D'ailleurs, elles n'entreraient pas dans le cadre de cette étude, où il suffit de donner un aperçu des productions et des méthodes de culture du département afin de faire mieux comprendre les répercussions agricoles du phénomène de la dépopulation.

Ces répercussions, est-il besoin de le dire ? ont été multiples et les modifications, qui en ont résulté, ont provoqué une altération profonde, tantôt heureuse et tantôt regrettable, du milieu économique et social.

Parmi ces effets, directs ou indirects, les uns peuvent passer, sinon pour des remèdes conscients, du moins pour une réaction salutaire contre le mal : c'est le cas des augmentations de salaires consenties aux domestiques agricoles, de l'amélioration des conditions offertes aux métayers et fermiers, de l'appel à la main-d'œuvre étrangère, du développement du machinisme, de l'extension donnée aux prairies au détriment des cultures.

Les autres constituent les pertes inévitables infligées à l'agriculture bourbonnaise par la dénatalité et l'exode malgré les palliatifs que nous venons d'énumérer (1) : diminution de la valeur

(1) Et parfois à cause d'eux : la baisse de la valeur de l'hectare tient évidemment à l'amputation subie par les revenus des propriétaires, obligés de diminuer les fermages ou d'améliorer la situation des métayers.

des propriétés (1), terres en friche, maisons abandonnées.

Nous allons les examiner par ordre :

1° AMELIORATION DE LA CONDITION DES CULTIVATEURS

Par le simple jeu de la loi de l'offre et de la demande, la main-d'œuvre a été mieux payée du jour où elle s'est faite plus rare (2).

Les domestiques agricoles comptaient autrefois parmi les plus misérables des salariés et n'obtenaient guère que la nourriture et le logement.

En 1913, la dénatalité et l'exode rural commencent à jouer: les « anciens » s'effrayent à l'idée qu'il faut donner 500 francs en argent (3) pour « louer » à l'année un valet de ferme robuste et habitué aux travaux des champs.

En 1919, les mobilisés ne sont pas tous revenus au village. La hausse dépasse sept fois le prix d'avant-guerre : logé et nourri, un domestique réclame plus de 3.500 francs de gages.

Le mouvement ne se ralentit pas : Aujourd'hui il faut compter 12 fois plus qu'en 1913 : 6.000

(1) Cette baisse a du moins l'avantage de faciliter l'accès à la propriété. Il est vrai que cette accession, souhaitable au point de vue social, n'est nullement un remède à la dénatalité.

(2) Il ne faudrait pas croire que le phénomène étudié ici résulte uniquement du jeu brutal de la loi de l'offre et de la demande. Il est aussi la conséquence du goût du bien-être, développé par la guerre. Mais ce goût contemporain de la vie meilleure est précisément à la racine du phénomène de la dépopulation.

(3) Outre la nourriture et le logement bien entendu.

francs par an au minimum. En outre, l'augmentation de la valeur des prestations fournies en nature dépasse de beaucoup le coefficient d'augmentation du coût de la vie : c'est que la nourriture a été beaucoup améliorée : le vin, le pain du boulanger, la viande de boucherie remplacent plus ou moins la « boisson », le gros pain et les perpétuelles salaisons ; c'est aussi que le logement, sans être parfait, est devenu plus confortable : plus de couchage à la paille, sauf pour les « chemineaux », travailleurs occasionnels embauchés un jour ou deux par charité ; moins de promiscuités, le domestique tendant à exiger sinon une chambre, du moins un lit pour lui seul.

Ces conditions sont d'autant plus lourdes pour l'exploitant que, faute de trouver des tâcherons saisonniers (1), il doit payer et nourrir l'hiver la quasi-totalité du personnel nécessaire pour les travaux d'été (2).

Et nous arrivons ainsi au gros danger de cette hausse des salaires : si elle tend à fixer à la terre les domestiques (ceux du moins qui se résignent à une perpétuelle dépendance), elle ruine et décourage non seulement les fermiers mais aussi

(1) Cette catégorie n'est guère représentée que par quelques petits propriétaires ou petits fermiers insuffisamment occupés par leur exploitation.

(2) Pour les battages, les voisins se prêtent, en général, assistance et vont travailler à tour de rôle les uns chez les autres avec leur famille et leurs domestiques, suivant l'itinéraire, établi par roulement, du matériel de location. Mais chacun rivalise pour les repas offerts à ces travailleurs occasionnels bénévoles, si bien que la dépense est encore très forte.

les métayers que l'usage oblige à supporter tous les frais de main-d'œuvre.

Ces frais, s'augmentent, pour les uns et les autres, du fait que leur famille est réduite par suite de la dénatalité générale. D'ailleurs, les enfants ont tendance à quitter l'exploitation paternelle, où ils ne peuvent espérer recevoir plusieurs milliers de francs par an d'argent de poche et l'autorité du père de famille, bien diminuée, est impuissante à les y maintenir.

Si l'on joint l'augmentation de toutes les matières premières (engrais, semences, matériel) dont le coefficient de hausse est très supérieur à celui dont sont affectés les produits de l'exploitation, on comprend la nécessité où se sont trouvés les propriétaires d'améliorer les conditions des baux : La dépopulation entraînait forcément cette incidence, les fermiers et métayers se faisant eux-mêmes de plus en plus rares.

Au point de vue des *fermiers*, la région de Gannat, atteinte beaucoup plus tôt, nous le savons, par la dépopulation, réagit déjà contre la crise agricole qui suit la guerre de 1870 par une baisse appréciable des fermages : on les voit tomber des environs de 180 francs l'hectare à moins de 150 francs. (1)

Si l'on tient compte de la dépréciation du franc après la guerre de 1914, on constate que le mouvement n'a fait que s'accroître, puisque loin d'atteindre 700 à 800 francs, le loyer de terres

(1) Voir l'Allier, par I. A. Rayeur. Moulins. André Paris 1891. Agriculture par Jouffroy, pages 179 et 183.

s'est maintenu en Limagne aux environs de 250 à 300 francs (1).

Il en va tout autrement dans les régions de métayage. Là, le fermage est acquitté par un « fermier général » qui exploite par métayers. D'abord, les améliorations des méthodes de culture, beaucoup plus faciles à réaliser que dans les régions morcelées de fermage et de petite propriété, puis, après la grande guerre, les bénéfices résultant notamment des plus-values de cheptel et de la continuation des baux antérieurs, ont provoqué une concurrence qui a fait monter très fortement les prix, surtout dans les régions où la dépopulation s'est fait sentir avec le moins d'acuité.

En Sologne bourbonnaise, un domaine loué 13 francs l'hectare en 1848 (2), vaut 40 francs en 1891, 50 en 1913, 200 et plus aujourd'hui (3).

Entre ces deux extrêmes, dont l'opposition se retrouve à chaque chapitre de cette étude, on trouve toutes les situations intermédiaires, les variations tenant soit aux crises agricoles ayant frappé certaines denrées (vin, blé), soit à l'appel plus ou moins grand exercé par la vie urbaine (région autour de Montluçon et de Vichy).

Au point de vue des *métayers*, l'amélioration des conditions des baux, date des années qui ont

(1) L'enrichissement des fermiers pendant la guerre, en leur permettant d'acquérir la propriété ou tout au moins de s'agrandir n'a donc pas eu l'effet qu'on pouvait en attendre.

(2) Rayeur, pages 181, 182, 183 (note).

(3) Depuis 1926, la spéculation s'est calmée, et dès les premiers symptômes de la crise, les prix se sont mis à diminuer,

précédé la guerre (1). Elle s'est surtout manifestée après 1919, à la suite de la crise de métayers, qui

(1) Primes d'honneur, pages 50 et sq.

M. J. Gaget, ancien professeur d'agriculture, dépeint d'une façon pittoresque la vie des métayers, il y a une soixantaine d'années (Progrès de l'Allier, n° du 22 mars 1931).

« Ce qu'était la profession de métayer en Bourbonnais jadis, il suffit de rappeler mes souvenirs d'enfance passée dans un domaine sur les confins de la Montagne bourbonnaise, là-bas du côté du Donjon.

Le Crédit agricole, s'il eût existé alors, n'aurait point fait d'affaire avec ma famille. Elle ne pouvait qu'emprunter et on aurait hésité à lui donner satisfaction. Le maître ne réglait jamais d'une façon définitive, à aucun moment on ne connaissait sa situation, et on ne pouvait la connaître: les achats et les ventes se faisaient sans qu'on ait connaissance des conditions. Ce qu'on savait bien c'est qu'on n'avait jamais d'argent, — on était cependant toujours censé en avoir, — et il fallait vivre chichement.

Par contre, quel dur labeur on fournissait. Tous les foins se coupaient à la faux, toutes les moissons à la faucille. De rudes gaillards conduisaient les équipes de faucheurs et de moissonneurs, et il n'était point question de regarder en arrière. Pour se reposer, on battait au fléau tout l'hiver dans les courants d'air des granges et la poussière des pailles et des balles.

On ignorait pour son compte personnel l'usage des voitures. On allait à la foire et au marché à pied, poussant le bétail devant soi, portant aux bras de lourds paniers garnis de volailles, de fromages, d'œufs.

Sur le foirail, on saluait bas le « Mossieu ». Et si on craignait que son salut ne fût point aperçu on faisait demi-tour pour renouveler d'une façon plus apparente le geste respectueux. Un oubli de politesse, il en fallait moins pour motiver une Saint-Martin.

Les affaires finies, on revenait à pied, naturellement, déjeuner à la maison. Si on entraît à l'auberge pour choquer le verre, jamais on ne s'y attardait pour prendre un repas. On se contentait de croquer au retour, chemin faisant, le traditionnel « pain michon » pour faire prendre patience à l'estomac.

On n'était guère renseigné sur la politique. On ne recevait point de journaux à la maison. D'ailleurs, c'eût été dangereux
(Voir suite page 57),

a sévi particulièrement dans la région Ouest de Moulins (cantons de Bourbon et de Souvigny).

Jusqu'en 1914, le métayer qui partage en principe par moitié avec le propriétaire (ou fermier) ne garde pour lui que les poulets et lapins, le laitage et les légumes nécessaires à sa consommation et acquitte une redevance ou « survine » de pou-

d'en recevoir. On savait cependant qu'il y avait des Rouges et des Blancs qui se disputaient le pouvoir. C'était, certes, moins compliqué qu'aujourd'hui et sans doute aussi bon. Et la bienveillance du Maître évitait aux miens le souci d'avoir à se préoccuper de savoir pour qui ils devaient voter. Chacun recevait à chaque élection le bulletin qu'il devait mettre dans l'urne avec son nom en fin de liste. C'était, on le comprend, fort commode, et on savait ce que cela voulait dire. Au dépouillement un garde s'assurait si les bulletins distribués étaient bien sortis.

Nous n'étions pas toutefois les plus mal partagés. Le logement était acceptable. Une route passait à côté du domaine. Nous avions d'excellente eau à boire qu'il nous fallait aller quérir à quatre cents mètres.

Le « Mossieu » et la Dame ne venaient pas trop souvent nous voir. Quand leur visite se produisait un dimanche, juste au moment du repas, la grand'mère avait vite fait de glisser dans le tiroir de la table tout ce qui pouvait faire croire que nous faisons des repas de sybarites et penser à nous imposer des charges nouvelles pour la Saint-Martin prochaine.

Et il ne nous est jamais venu à l'idée d'être jaloux de voir édifier autour de nous d'élégants châteaux, de belles maisons. Le brave homme de curé du village nous disait au catéchisme, et il l'avait déjà dit autrefois à nos grands-parents, qu'il fallait bien des riches pour nourrir les pauvres, et nous le croyions fermement.

Malgré tout, on restait en ce temps-là plus attaché à la terre qu'on ne l'est aujourd'hui. Il est vrai qu'il y avait beaucoup moins de fonctionnaires, d'employés bien rétribués qu'en ce moment, beaucoup moins d'usines à alimenter en bras, beaucoup moins de femmes de chambres et de garçons de salle à caser dans les palaces des villes de plaisirs, et les métayers trouvaient dans leurs enfants qu'ils ne payaient pas une main d'œuvre avantageuse. »

Voir aussi d'Emile Guillaumin, ancien métayer « La vie d'un simple », collection Nelson.

Mets, beurre, fruits, etc... Il paie la moitié des achats faits en vue de l'exploitation, la totalité des salaires des domestiques (dont la nourriture est également à sa charge) et la plus grande partie du personnel des battages. Il fournit les instruments d'exploitation, rembourse sa part de cheptel (ou en tous cas en paie les intérêts). Il est tenu à des corvées et en particulier effectue les charrois nécessités par l'entretien des chemins et des bâtiments (ou par des constructions nouvelles). Enfin, il doit en argent un « impôt colonique » représentant théoriquement le loyer de l'habitation (1).

Aujourd'hui, suivant les régions et les accords particuliers, les clauses accessoires ont disparu ou tout au moins évolué en faveur du tenancier. Le partage par moitié subsiste, conservant au mot métayage son sens étymologique, mais ce partage, dépouillé des stipulations qui faisaient du propriétaire un supérieur, un patron, presque un seigneur féodal prend le caractère d'une association, librement consentie entre le capital et le travail.

L'impôt colonique n'est pour ainsi dire plus exigé nulle part (2). Le propriétaire abandonne

(1) Bien que les baux soient conclus en général à l'année avec renouvellement par tacite reconduction, plus de 300 familles de métayers exploitent le même domaine depuis 50 ans et parfois depuis 300 ans (Primes d'honneur page 53).

Cette stabilité de la tenure renforce l'aspect conservateur et traditionnel du contrat de métayage, qui tranche également aujourd'hui par son caractère coutumier.

(2) Cet « impôt colonique », souvent minime, était surtout réognitif de ce qu'on pourrait appeler le domaine éminent du propriétaire et venait directement de l'ancien Droit.

outre une part plus ou moins importante des produits de la basse-cour et du potager (1), un certain poids de porc gras et laisse tomber les « survines » en désuétude. Il participe aux salaires des domestiques et prend à sa charge une portion de plus en plus importante des engrais et des améliorations culturales. Il achète assez souvent des reproducteurs sélectionnés ou du matériel perfectionné et coûteux pour les mettre successivement à la disposition des métayers de ses différents domaines. Il renonce parfois au remboursement de la part de cheptel du colon, sans réclamer d'intérêts. Il se montre peu exigeant pour l'accomplissement des charrois et prend entièrement à sa charge les travaux importants (réfection de chemins, constructions).

On pourrait citer d'autres concessions encore. Il suffit d'avoir caractérisé par quelques exemples l'esprit nouveau qui se dégage de l'infinie variété des convenances particulières.

2° APPEL A LA MAIN-D'ŒUVRE ETRANGERE

Mais l'amélioration du sort des cultivateurs n'a pas enrayé leur exode et n'a fait sans doute qu'encourager la réduction volontaire des naissances. D'où la possibilité, envisagée après la guerre, du recours à la main-d'œuvre étrangère, facilité, d'ailleurs, par la politique gouvernementale.

Les statistiques officielles (2) ne font pas, en

(1) Quand la basse-cour et le potager ne satisfont qu'aux besoins du métayer, il garde naturellement la totalité des produits

(2) Voir chapitre 1^{er}, section I, au début.

général, la distinction entre les étrangers travaillant dans l'industrie ou dans l'agriculture. D'une enquête effectuée, en 1927, par le service des étrangers de la Préfecture de l'Allier (1), il résulte que la proportion est de 87 % d'ouvriers industriels et l'examen des listes d'étrangers confirme l'impression que les travailleurs agricoles ne représentent pas sensiblement plus de 10 % du total.

Si l'on applique ce pourcentage aux chiffres globaux, on trouve que le nombre des étrangers employés dans l'agriculture, absolument négligeable avant la guerre, était d'environ 600 en 1926 contre 160 en 1921.

Soit une situation toute différente de celle qui résulte dans le Sud-Ouest de l'invasion italienne ou même, dans la région du Nord, de l'emploi de nombreux domestiques étrangers dans les grandes fermes.

Le rôle des étrangers est, dans l'Allier, d'autant moins important qu'aucun, à notre connaissance, ne s'est rendu propriétaire, et que fort peu d'entre eux sont fermiers ou même simplement métayers. Presque tous restent donc valets de ferme ou charretiers, ne sortant jamais d'un état de subordination qui renforce l'effet de leur petit nombre.

D'ailleurs, leur introduction, tentée au début de la crise de main-d'œuvre n'a pas donné les résultats escomptés. Ignorant la langue du pays, les usages juridiques et culturels (2), les fermiers

(1) A la demande du ministère de l'Agriculture.

(2) Cette ignorance des usages explique pourquoi les Belges et Suisses romands n'ont pas beaucoup mieux réussi que les autres,

ou métayers étrangers n'ont pas pu s'acclimater. Même les domestiques n'ont qu'un rendement très médiocre, sans parler de la méfiance invincible à laquelle ils se heurtent (1).

En somme, ce remède essayé voici quelques années s'est révélé impuissant et se trouve pratiquement condamné.

Pour remplacer la main-d'œuvre, plus que jamais défaillante, d'autres moyens ont dû être employés.

3° DEVELOPPEMENT DU MACHINISME

Entravé par le manque de capitaux (2) et par le mode d'exploitation et de culture (3) beaucoup plus sans doute que par l'esprit de routine, exploitation trop commode et dont on abuse, le machinisme s'est développé avec prudence, sans doute, mais rapidement et partout.

Les machines, presque toujours à traction animale, le tracteur automobile s'adaptant mal aux exploitations et aux champs morcelés, sont aujourd'hui universellement appréciées. On rencontre couramment des charrues-brabants, herses, rouleaux, faucheuses, faneuses, déchargeurs de foin, arracheurs de pommes de terre, trieurs alvéolaires, distributeurs d'engrais (4). Enfin, le

(1) Cette méfiance est entretenue par les récits de crimes des journaux et par les rixes fréquentes qui les opposent entre eux ou avec la population indigène.

(2) Le manque de capitaux est l'explication historique don-

(3) Des essais de motorisation tentés après la guerre se nées à la naissance et au maintien du métayage. sont montrés décevants, parfois même désastreux au point de vue financier.

(4) Voir : Primes d'honneur, page 56.

battage au fléau a partout cédé le pas depuis longtemps aux locomobiles, qui appartiennent soit à des entrepreneurs de battages, soit à des syndicats agricoles (1), soit aux grands propriétaires. Cette faveur pour le machinisme a fait la prospérité de la grande usine régionale Puzenat, à Bourbon-Lancy-Dompierre. Elle s'est surtout manifestée dans la période des hauts profits qui a suivi la guerre et tend à se ralentir avec les années de crise.

Au point de vue territorial, ce sont naturellement les régions de petite propriété (Limagne) qui sont restées le plus en arrière. Le travail à la bêche, nous l'avons dit, y subsiste toujours et ce retard n'est pas une des moindres causes de la déchéance qu'elles ont subie tant au point de la population que de la production.

4° EXTENSION DES PRAIRIES AU DETRIMENT DES CULTURES

La culture demandant plus de main-d'œuvre que l'élevage, il est naturel que les prairies aient eu tendance à prendre la place des labours (2).

Le paysan bourbonnais, essentiellement cultivateur voilà un siècle à l'image de son voisin berrichon (3), s'est pris de goût pour l'élevage.

(1) Le cas est assez rare, les syndicats agricoles s'étant encore insuffisamment développés.

(2) Ce phénomène est dû également pour une très forte part à la prospérité relative de l'élevage, due au développement de la consommation de la viande de boucherie, et aux crises très graves résultant pour la culture du blé de la surproduction mondiale.

(3) Voir les romans agrestes de George Sand. Le plus grand éloge qu'on puisse faire d'un jeune homme est de dire de dire qu'il est « fin laboureur ».

La renommée croissante du bétail charollais et la spécialité qu'il s'était faite de l'engraissement des bœufs à l'écurie (1), l'ont invité à créer des prairies, dans les régions même où le climat et la nature du sol s'y prêtaient le moins. Jaloux des gras herbages qui font notamment la fortune de la vallée de l'Allier de Nevers à la limite du département, il s'est mis à l'école de ses voisins « emboucheurs », leur empruntant leurs reproducteurs et leurs méthodes.

Les statistiques sont assez flottantes mais elles n'en accusent pas moins clairement la diminution des cultures au profit des prairies.

Les terres labourables qui dépassaient 475.000 hectares en 1892, tombent à 425.000 en 1913 et moins de 400.000 aujourd'hui (2). Les prés naturels occupent (1929) 175.211 hectares, 70 contre 94.789 hectares en 1892 et 150.800 en 1913 (chiffres approximatifs en raison des changements subis par le système de classification).

Pendant la même période, le cheptel bovin passe de moins de 270.000 têtes en 1892 à 312.000 avant-guerre et 354.000 actuellement (3) et on estime généralement que ces évaluations, d'abord

(1) Les Charollais et les Nivernais préfèrent l'engraissement en plein air ou « embouche ». Faute d'herbages de première qualité, les Bourbonnais recouraient plutôt à l'engraissement à l'étable. Mais ce dernier procédé est aujourd'hui concurrencé par les pays où l'on peut utiliser les résidus des industries agricoles (betteraves) et il est en régression très nette.

(2) Exactement 396.715 hectares 74, lors de la grande enquête agricole de 1929.

(3) La précocité des races améliorées, qui permet de livrer plus tôt les bêtes à la boucherie, augmente la valeur réelle de ces chiffres.

exagérées, sont aujourd'hui au-dessous de la vérité, en vertu de la tendance des enquêteurs locaux à copier purement et simplement les chiffres antérieurs (1).

5° DIMINUTION DE LA VALEUR DE L'HECTARE

La « rentabilité » de la propriété a été fortement atteinte par l'augmentation des charges (impôts, entretien) et la diminution du revenu brut (concessions aux fermiers et métayers). Sa valeur n'a pu manquer d'accuser une baisse sensible, si on la ramène à la parité-or.

Cette baisse, qui, nous le montrerons, est importante, a été cependant enrayée jusqu'aux années actuelles par la dépréciation continue de la monnaie. La terre a paru donner aux fortunes

(1) Les porcins, dont l'élevage demande beaucoup de main-d'œuvre et qui sont d'habitude soignés par la femme, déjà surchargée de besogne et trouvant difficilement des bonnes, ont augmenté dans des proportions beaucoup moindres. 175.000 en 1892, 180.000 en 1913 et 190.000 en 1929.

Quant aux ovins, ils ont passé de 300.000 en 1892 à 130.000 en 1913 et environ 50.000 aujourd'hui, sous l'influence de causes diverses fort bien analysées par M. A. Bidet, directeur des services agricoles de l'Allier (Primes d'honneur, page 44) :

1° Recrutement difficile des bergers et bergères (suite de la dépopulation);

2° Augmentation de l'élevage bovin qui amène parfois la suppression de l'élevage ovin;

3° Concurrence faite sur nos marchés nationaux des viandes et surtout des laines, par les moutons des autres pays;

4° Transformation des méthodes culturales entraînant la diminution de la terre à moutons.

5° Ravages énormes causés aux troupeaux par les épidémies de douve (surtout de 1906 à 1911).

Comme on le voit, la prépondérance de l'élevage bovin est de plus en plus accentuée.

une assiette plus ferme et plus sûre que les titres ou les billets de banque, si bien qu'en pleine période de hausse du taux de l'intérêt, certains acheteurs se sont contentés d'un revenu brut inférieur à 3 %, et d'un revenu net ne dépassant guère 2 %. De plus, la spéculation s'en est mêlée. Les « marchands de biens », puissamment organisés, ont poussé à la hausse, qui facilitait la vente et augmentait de façon souvent scandaleuse, leurs bénéfices.

Le résultat, dans la période d'assainissement que nous traversons, c'est qu'il existe deux séries de prix : les prix d'estimation, à l'usage des propriétaires qui ne désirent pas vendre, — les prix auxquels se font les transactions, pour ceux qui sont obligés de réaliser (1). Le nombre actuel d'offres et la crise aiguë de mévente qui en résulte laissent prévoir que ces deux cours se rejoindront bientôt à un niveau qui sera probablement encore inférieur aux cours moyens d'achat, constatés présentement.

Les considérations qui précèdent montrent suffisamment la difficulté qu'on éprouve à fixer exactement les variations de la valeur vénale de la terre. D'autant plus que les raisons de convenance et les conditions locales enlèvent au phénomène toute régularité. Dégageons cependant quelques vérités : les spécialistes des achats et ventes de propriétés sont d'accord pour convenir que la circonstance la plus favorable pour obtenir de

(1) Nous ne parlons pas d'une troisième série de prix : ceux déclarés à l'enregistrement, l'usage des dissimulations lui enlevant toute signification.

hauts prix est l'existence de nombreux petits propriétaires voisins, permettant un morcellement fructueux grâce aux surenchères concurrentes. Cette ressource a existé occasionnellement après la guerre, à la suite de l'enrichissement général (1). Mais il est bien certain que la dépopulation, qui accuse une intensité particulière dans les pays de petite propriété, tend à la faire disparaître. Autre effet remarquable de la dépopulation : les terres lourdes ou « fortes », difficiles à travailler, les « domaines » mal construits, mal placés, sans chemins d'accès, sans eau de bonne qualité sont abandonnés et l'on ne trouve plus pratiquement, pour eux, ni métayers ni fermiers, ni acquéreurs.

D'après Jouffroy (2), la valeur vénale de l'hectare vers 1890 s'établissait en moyenne autour de 1.500 francs, à l'Est de Moulins, contre 2.500 à l'Ouest. Vers Montluçon, où les petits propriétaires sont nombreux, (canton de Marcillat), l'hectare atteignait le prix de 3.000 francs. Dans la région de Gannat, sa valeur est tombée de 7.000 à 8.000 francs en 1870-80, à 4.000 et 5.000, par suite de la dépopulation et de la crise agricole.

Les vignobles de Saint-Pourçain, que le mildiou commence à toucher, restent aux environs de 10.000 francs. A Chantelle et Domérat, le fléchis-

(1) A côté de ce morcellement, a existé bien entendu la vente en bloc à un fermier ou métayer enrichi, également très rémunératrice.

(2) Rayeur, op cit 182 et sq. Les prix indiqués par cet auteur sont des maxima, et les transactions se faisaient en général à des cours nettement inférieurs.

sement est plus net et l'on descend en certains endroits jusqu'à 5.000.

Avant-guerre, malgré la persistance du malaise agricole, seuls les vignobles, particulièrement frappés, ont continué à baisser. Ravagés en certains endroits, ils ne sont pour ainsi dire plus vendables.

Après 1919, (1) on constate une ascension brusque des petites propriétés. Tandis que la grande propriété continue à se capitaliser à un taux raisonnable : 3 à 4.000 francs, (2) la petite propriété monte capricieusement jusqu'à 7, 8 et 10.000 francs (3). Toutefois dans la Limagne, trop atteinte par la dépopulation (qui y est encore accélérée par le voisinage de Clermont en pleine croissance) les parcelles les mieux placées se vendent bien 10 à 12.000 francs, mais la moyenne ne dépasse pas 5 à 8.000 et on tombe parfois au-dessous du prix d'avant-guerre, certains champs (ou morceaux de champs) trop petits ou trop éloignés ne trouvant même plus preneur.

Quant au vignoble, il bénéficie de l'augmentation de la consommation du vin. A Saint-Pourçain, (4) des vignes qui ne valaient plus en 1913 que 3.000 francs remontent à 25.000. La crise ré-

(1) Primes d'honneur, page 55.

(2) Les terres de Sologne sont plus recherchées que celles jadis meilleures de Bourbon, Montmarault, où jouent la dépopulation et la crise du métayage.

(3) Certains prés isolés, à Souvigny et dans les vallées (chambonnages) atteignent 15.000 francs et plus.

(4) Outre l'augmentation générale de la consommation, le vin blanc de Saint-Pourçain a bénéficié pendant plusieurs années de la vogue du vin de champagne, dont les fabricants, ne pouvant plus suffire à la demande, ramassaient à prix élevé tous les produits susceptibles d'être champagnisés.

cente de mévente et les mauvaises récoltes ont d'ailleurs freiné singulièrement et il faut en rabattre aujourd'hui.

6° TERRES EN FRICHE ET MAISONS ABANDONNEES

Nous passons maintenant aux pertes sèches entraînées par la dépopulation : Faute de bras, certaines terres ne sont plus cultivées, faute d'habitants, certaines maisons sont inoccupées et tombent en ruines.

Il n'est pas douteux que ces phénomènes se sont produits dans l'Allier, surtout depuis la guerre. Mais il est probable qu'ils ont été exagérés. En tous cas, ils n'atteignent pas l'intensité désastreuse qu'on rencontre en d'autres régions.

On ne peut d'ailleurs que difficilement se faire une opinion, les statistiques en ces matières ne devant être utilisées qu'avec une extrême prudence.

Pour ce qui est des terres en friche, les statistiques de 1882-92 nous donnent, dans la superficie non cultivée, environ 13.000 hectares de « landes et pâtis » (en dehors du terrain rocheux, du terrain marécageux et du territoire non agricole).

En 1913-14, nous ne trouvons plus, sans doute par suite du défrichement, que 10.740 hectares de « landes et terres incultes ». Aujourd'hui il y en aurait plus de 17.000 (1). Evidemment, les terres

(1) Primes d'honneur, page 14. L'enquête agricole de 1929 donne 12.004 hectares 612 en « landes et bruyères ».

en friche sont souvent confondues avec les jachères ou placées dans d'autres catégories (parcages) mais toutes réserves faites sur l'exactitude des chiffres officiels, nous retiendrons l'augmentation considérable marquée par les années qui ont suivi la guerre sur celles qui l'ont précédée. On peut croire que la dépopulation, si importante entre les recensements de 1911 et de 1921, n'est pas étrangère à ce changement, les terres laissées en friche pendant les hostilités n'ayant pu, faute de bras, être remises en culture.

Pour les maisons inhabitées, les précisions nous font encore plus complètement défaut (1). Le désir général de confort, qui caractérise le temps présent, a certainement entraîné l'abandon de certaines maisons autrefois habitées, même dans les régions où la crise du logement pouvait se faire sentir. Néanmoins on peut dire qu'en général, les communes rurales de l'Allier ont ignoré cette crise : suite évidente de l'exode et de la dénatalité, les locaux d'habitation n'ont pu manquer là où manquaient les habitants.

M. E. Mauve (2) a essayé d'obtenir un chiffre en comparant le nombre des ménages à celui des maisons. Moyennant quelques rectifications,

(1) Lors du recensement de 1926, les maisons vides et les maisons habitées n'ont été comptées séparément que dans 20 communes environ : Citons : Busset, 341 maisons habitées contre 72 vides; Ebreuil, 478 maisons habitées contre 76 vides.

(2) Notre Bourbonnais, année 1928 op. cit., page 97.

il a obtenu un total de 1.788 maisons vides ou en ruine (1).

Le même auteur, grâce à une enquête sur place dans le canton de Cérilly (2), y a trouvé 84 maisons inoccupées.

En l'absence de tout moyen de contrôle il est superflu d'insister. Cette question des maisons inoccupées dans les communes rurales nous conduit d'ailleurs tout naturellement à la deuxième partie de ce chapitre. A côté des cultivateurs on y rencontre ce que nous avons appelé les « auxiliaires » de l'agriculture, dont l'activité est sous la dépendance de l'activité agricole. Eux aussi, ont souvent abandonné la maison qu'ils possédaient dans leur petite ville, au risque de la voir tomber en ruine (3). Eux aussi ont vu leur nombre décroître, sous l'influence de la dénatalité. Et leur solidarité avec les ruraux purs s'est manifestée au point de vue de la dépopulation comme à tous les autres.

(1) Un ménage représente d'ailleurs beaucoup moins de personnes qu'autrefois et c'est ce qui explique qu'il n'y ait pas plus de maisons vides. Voici des chiffres par cantons : Commentry : 4,8 personnes par ménage ; Chevagnes : 3,85 ; Le Mayet-de-Montagne : 3,5 ; Huriel : 3,4 ; Moulins-Ouest : 3,34 ; Neuilly, Lapalisse et le Donjon : 3,3 ; Dompierre : 3,28 ; Hérisson : 3,26 ; Saint-Pourçain : 3,1 ; Escurolles, Souvigny, Le Montet, Jaligny, Varennes, Cusset, Marcillat : 3 ; Gannat : 2,97 ; Chantelle et Lurcy : 2,96 ; Montluçon Est et Ouest, Moulins-Est, Cérilly : 2,9 ; Ebreuil : 2,89 ; Bourbon : 2,87 ; Montmarault : 2,84 ; Vichy : 2,82.

(2) Notre Bourbonnais, année 1925, page 55.

(3) Dans les communes rurales les maisons qui ne sont pas entourées de terres, qui ne servent pas à l'habitation d'un exploitant agricole, sont les plus difficiles à vendre et surtout à louer.

SECTION II

Les auxiliaires de l'agriculture

Que faut-il entendre par cette notion d'auxiliaires de l'agriculture, à laquelle le cours de cette étude vient de nous amener ? Nous l'avons déjà expliqué sommairement et c'est au cours du développement qui leur est consacré que se précisera le sens à donner à cette expression.

Marquons seulement ici le changement de point de vue auquel nous sommes conduits. Jusqu'ici, ce travail avait eu tout d'abord un caractère démographique, permettant d'utiliser des chiffres à peu près indiscutables, traduisibles en cartes et graphiques. Puis l'aspect économique du problème l'avait emporté et déjà les statistiques ne pouvaient plus être employées qu'avec prudence. Désormais, c'est le côté social qui s'impose définitivement, nous obligeant à renoncer à toute précision numérique.

On a vu dans le 1^{er} chapitre que, tandis que les villes importantes, où la vie urbaine domine, augmentaient de population, les bourgs de foires et les petites villes, de type encore rural, suivaient le sort de la campagne environnante et baissaient à peu près dans les mêmes proportions. Ce fait très net suffit à justifier les quelques observations qui vont suivre.

1° LA BOURGEOISIE RURALE

Prenons d'abord la bourgeoisie qu'on peut qualifier de rurale, celle qui tire ses ressources directement ou non des produits de l'agriculture.

Voici la classe des « agriculteurs », propriétaires ou « fermiers généraux » capitalistes, dont nous parlions au début de ce chapitre. Sans cultiver eux-mêmes, ils perçoivent néanmoins leurs revenus en nature, par l'effet du métayage. Nous avons montré à quelles concessions la dépopulation et la crise de main-d'œuvre les avaient conduits. D'autre part, s'ils ont bénéficié largement (en raison du partage en nature) de la prospérité agricole consécutive à la guerre, leur situation avant 1914, était plutôt mauvaise, à la suite de la crise de mévente ; or, depuis quelques années, la crise a reparu et les difficultés sont revenues. Il faut à nouveau contrôler l'exploitation d'un assez grand nombre de domaines pour se constituer des revenus appréciables. L'endettement est revenu (1), les ventes se sont multipliées. Souvent installés à la ville, tout au moins pour l'hiver, les « agriculteurs » ont recommencé à chercher de gré ou de force, un gain plus assuré dans les professions urbaines (représentations de commerce, assurances, etc...).

Une autre catégorie, très fortement atteinte, est celle des hommes de loi, auxiliaires des tribunaux

La réforme de 1926, en supprimant les petits tribunaux, leur a fait perdre l'impression de sécurité que leur donnait la possession de leurs offices et le trouble a survécu au rétablissement.

Mais ce n'est pas la raison principale qui a fait, par exemple que, dans nombre de cantons

(1) Sous la forme d'emprunts hypothécaires.

ruraux, les études d'huissier (ou les greffes de justice de paix) ne trouvent plus que péniblement des titulaires : aux affaires de propriété qui occupaient jadis la plupart des tribunaux, et qui étaient en quelque sorte le symbole de la fixité de l'individu implanté solidement sur tel ou tel coin du sol, ont succédé les litiges nés de la mobilité, de l'instabilité contemporaines : affaires commerciales : transports de marchandises, faillites, changements de raison sociale, fusions, créations de sociétés ; affaires civiles : accidents d'automobile, résultant du besoin de changer de place ; divorces, résultant des changements d'humeur, etc... Ces affaires qui encombrant les rôles des tribunaux des grandes villes, restent rares en dehors des centres urbains et ne peuvent remplacer dans les ressorts ruraux les procès entre voisins pour une question de servitude ou de mitoyenneté, aujourd'hui à peu près inconnus.

Quant aux notaires des campagnes, s'ils ont bénéficié après guerre de la spéculation sur les propriétés, on va plus facilement qu'autrefois, les déplacements jadis appréhendés étant désormais recherchés, consulter le notaire du chef-lieu.

Si bien que les fils de tous ces officiers ministériels des petites villes tendent tout naturellement à donner un autre but à leurs études que celui de succéder à leur père.

2° LES COMMERÇANTS

Les commerçants constituaient, dans les bourgs et les petites agglomérations, une classe sociale intermédiaire entre la bourgeoisie et les artisans,

se rapprochant plus ou moins de l'une ou de l'autre catégorie suivant l'importance de leur maison et le genre plus ou moins « considéré » de leur négoce.

La dépopulation des campagnes a naturellement diminué le nombre des clients, dont les crises agricoles successives diminuaient les ressources.

Mais on a pu constater, même en pleine période de prospérité agricole, que le commerce des petites villes n'arrivait pas à bénéficier normalement de l'augmentation de chiffre d'affaires que cette prospérité aurait dû lui procurer.

Sa déchéance a donc une cause plus profonde qu'il est aisé de dégager : la facilité des communications en rapprochant des villes les points les plus isolés des campagnes — d'autre part, la livraison à domicile par camions ou la vente par correspondance sur catalogues — ont de plus en plus drainé la clientèle vers les grands établissements des centres urbains, que gênaient au début la méthode des prix fixes, interdisant tout marchandage, et l'existence de relations personnelles entre chalands et commerçants.

Mais surtout un phénomène dont l'importance économique et sociale doit être soulignée (1), est intervenu à partir du milieu du XIX^e siècle : les habitants des campagnes bourbonnaises ont complètement renoncé aux costumes traditionnels et

(1) Ce phénomène explique, pour une bonne part, l'exode rural, puisqu'il a rendu les individus plus uniformes et, par conséquent, plus facilement interchangeables — Changement d'ailleurs à sens unique, les citadins répugnant à se muer en paysans.

aux mobiliers rustiques (1). Ils se sont mis, comme les citadins, à suivre la mode, une mode vulgarisée et à bon marché, dont les grands magasins des villes donnaient le ton (2). Le commerce local, peu à peu est apparu impuissant à satisfaire aux besoins ou plutôt à répondre aux goûts nouveaux de sa clientèle. Il s'est défendu de son mieux, sans parvenir jamais à reprendre le dessus, à combler le retard qu'on lui reprochait.

Une nouvelle infériorité s'en est suivie pour lui : sans prendre au sérieux les déclarations d'impôts, qui accusent un chiffre d'affaires infime pour un bénéfice qui, bien ou mal, permet tout au moins au petit commerçant de vivre, on ne peut douter que devant la réduction de sa clientèle et de sa vente, il n'ait augmenté considérablement ses prix, grevant ainsi ses articles, qu'une immunité fiscale presque totale, jointe à des frais généraux malgré tout réduits, aurait dû lui permettre de vendre à des prix relativement modiques.

Cette crise très grave du commerce rural a entraîné un effet curieux : le nombre des magasins a diminué et chacun s'est mis à vendre les objets les plus variés ; la femme et le mari ont exercé un négoce différent, dans deux boutiques contigües. — Concentration inattendue et d'ail-

(1) Ils l'ont fait d'autant plus volontiers en ce qui concerne le mobilier que les antiquaires payaient leurs « vieux meubles » au prix fort.

(2) Le goût général pour les couleurs voyantes ne pouvait qu'aggraver aux paysannes, dont autour de Moulins, le costume traditionnel était une robe rouge clair avec un bonnet blanc et un chapeau de paille à deux « bonjours ».

leurs inconsciente qui prouve la force des grandes lois économiques modernes, en dehors de leur terrain d'application privilégié.

3° LES ARTISANS ET LES PETITS METIERS

On a coutume de faire une place, parmi les causes de la dépopulation rurale, à la crise de l'artisanat qui prive les cultivateurs d'auxiliaires indispensables. Le maréchal-ferrant, le serrurier, le forgeron, le tonnelier, le sabotier, le charron, le bourrelier, qu'on trouvait jadis au bourg le plus proche ont fermé leur échoppe. Il faut aller plus loin pour être plus mal servi par un artisan surchargé de besogne.

De plus, là où il subsiste, l'artisan a perdu une partie de sa dignité et de son habileté. Il vend le plus souvent des objets tout fabriqués ou du moins dégrossis par la grande industrie, abdiquant ainsi son autonomie économique. S'il la conserve, il tombe du rang de producteur à celui de réparateur ou de raccomodeur (1).

L'attachement au métier, les secrets transmis de père en fils ou de maître à compagnon ne sont plus qu'un souvenir. « Il n'y a plus de gens consciencieux », s'écrie le paysan qui constate que le travail est mal fait et ne lui donne plus satisfaction.

(1) C'est ainsi que le cordonnier-bottier, s'il ne préfère vendre les chaussures fabriquées par les manufactures, est devenu savetier et doit se contenter de faire des ressemelages.

Pourtant on a de plus en plus besoin de recourir à l'artisan : les machines agricoles, les moteurs, les automobiles exigent l'intervention d'un mécanicien. L'électrification des campagnes crée, elle aussi, une nouvelle spécialité (1). Ces métiers au goût du jour et de bon rapport ont attiré, et la crise s'y fait moins sentir. Si l'on consulte les listes électorales, on constate qu'ils sont représentés un peu partout et l'on a même pu parler à leur égard d'une renaissance de l'artisanat (2).

Mais cette renaissance, si elle existe est du moins limitée : Prenons à titre d'exemple, dans les métiers anciens, la profession de sabotier. Autrefois, chaque village en comptait plusieurs et les montagnards du canton du Mayet en avaient même fait une de leurs principales industries. Aujourd'hui, l'usage des chaussures s'est répandu et les sabots « du dimanche », ouvragés et décorés, ne se vendent plus guère. En outre, le sabot de travail en bois, fabriqué sur place ou tout au moins par un artisan autonome, est supplanté par la « galoche », sabot noir à dessus de cuir, produit de la grande industrie. L'ancien sabotier n'est plus aujourd'hui, à de rares exceptions près, qu'un marchand de sabots, qui achète de seconde ou de troisième main, et par conséquent, vend cher.

En ce qui concerne les « petits métiers » que

(1) On pourrait ajouter la mode qui a multiplié les coiffeurs pour dames.

(2) Toutefois, si le nombre est suffisant, la formation première, l'apprentissage, font souvent défaut. La nécessité d'un enseignement technique bien organisé est évidente.

nous avons rapprochés de l'artisanat, nous assistons à une disparition quasi-totale. Autrefois, la difficulté de trouver du travail obligeait à chercher des ressources (tout au moins supplémentaires) dans des modes d'activité qui sont aujourd'hui délaissés : à Hérisson, c'était le commerce des plumes d'oie (1), à Commeny la foire aux cheveux de la Saint-Jean (24 juin) (2), ailleurs la cueillette des simples (3).

Dans le canton de Cérilly, c'était sur une beaucoup plus vaste échelle, les métiers de cueillette ou les petites industries de la forêt, si bien décrites par Jean Brunhes dans le 2^e tome de sa Géographie humaine de la France. A côté des hauts-fourneaux aujourd'hui transportés à Montluçon, où le manque de charbon les menace d'ailleurs de disparition, Tronçais alimentait toute une activité à laquelle celle des bûcherons et des scieurs, seule subsistante aujourd'hui, est bien loin d'équivaloir (4). Le charbon de bois naguère très employé pour la cuisine est de moins en moins répandu. Les menus objets en bois se fabriquent dans les usines. La menuiserie et l'ébénis-

(1) Ardouin-Dumazet : Voyage en France, 27^e série, page 106.

(2) Même ouvrage, page 151.

(3) Dans la Montagne bourbonnaise, cette cueillette s'est maintenue en se transformant. Les ramasseuses de gentiane sont transportées en camions par des entrepreneurs.

(4) Les producteurs de fine-champagne estimaient jadis que les cognacs, pour acquérir toute leur qualité, devaient vieillir dans des fûts fabriqués en chêne de Tronçais. Le chêne de l'Allier est toujours très estimé, du reste, dans le commerce des bois.

terie locales ne tirent plus les mêmes bénéfices que jadis de l'abondance de la matière première. Le ramassage du bois mort, entravé d'ailleurs par l'administration, ne donne qu'un profit misérable et l'on ne trouve plus guère de pauvres assez pauvres pour songer à s'en faire une ressource, pas plus qu'on ne trouverait de glaneuses dans les pays de blé.

CHAPITRE III

Les causes et les remèdes

Ayant mesuré les effets du phénomène de la dépopulation, nous pouvons maintenant en rechercher les causes, afin de découvrir les remèdes possibles, si toutefois il en existe.

Ecartons tout de suite la question des remèdes spéciaux qu'on pourrait penser à appliquer aux catégories dont nous avons parlé tout à l'heure, en les désignant sous le nom d'auxiliaires de l'agriculture.

Pour les artisans, nous les avons vus de plus en plus déracinés, dépossédés de leur métier. Ce métier, en général, aux prix d'une adaptation rapide et facile, ils peuvent aller l'exercer dans les centres industriels (1). De plus, on peut dire d'eux qu'ils ont déjà l'esprit urbain, l'ignorance parfois affectée des choses de la campagne, l'habitude d'une vie citadine élémentaire, le goût des plaisirs de la ville. Comment espérer les retenir dans ces conditions ? Il est bien certain que les

(1) Où la vie n'est pas plus chère qu'à la campagne, en ce qui concerne du moins les dépenses d'alimentation et d'entretien.

efforts tentés en faveur de l'enseignement artisanal, par exemple, n'ont fait que les encourager à tenter la chance des hauts salaires industriels.

Quant au prolétariat rural des « petits métiers », il a tout intérêt à aller se fondre dans le prolétariat urbain. Jadis, il possédait un droit d'usage sur les biens communaux, où il paissait son maigre bétail. Ce droit s'est pratiquement perdu partout, l'automobile a rendu impraticables les talus des routes, si bien que les derniers avantages qui pouvaient empêcher son départ ont définitivement disparu.

Il faut s'y résigner : tant que la dénatalité sévira en France, ce sont ces milieux particulièrement instables qui fourniront aux catégories d'activité les plus prospères ou les plus recherchées le contingent de main-d'œuvre nécessaire. Tout au plus peut-on espérer qu'une renaissance de la profession agricole, les fixerait quelque peu à la campagne, en renforçant numériquement et économiquement leur clientèle habituelle.

Sans nous attarder sur ces problèmes secondaires, que leur complexité rend presque insolubles, attaquons-nous directement à la question centrale : celle des causes de la baisse de la population proprement rurale, adonnée au travail de la terre, et des moyens par lesquels on pourrait songer à agir sur elles.

Le phénomène de la dépopulation a, nous l'avons vu, deux causes immédiates, qu'il importe de distinguer et d'étudier séparément : la *dénatalité* et l'*exode*.

SECTION I

La dénatalité

La dénatalité (dont, au cours du premier chapitre, nous avons constaté les effets, à partir de l'époque assez récente où elle s'est manifestée dans tout le département) a été étudiée, pour l'ensemble de la France, avec attention et même avec anxiété. Sans songer à résumer toute la littérature à laquelle elle a donné lieu, il importe de rappeler sommairement les éléments principaux de la question, avant de présenter les observations qu'inspire l'étude directe des faits tels qu'ils se manifestent dans l'Allier.

La dénatalité tient essentiellement, semble-t-il, à la « civilisation » moderne. Cette civilisation, à tendances positives et matérielles, se détourne des vieilles croyances et des vieux usages, favorables à la famille et à la natalité. Les familles nombreuses d'autrefois, d'ailleurs ravagées par la maladie, le manque d'hygiène et l'absence de soins, supposaient un ensemble d'idées religieuses et de préjugés moraux, qui disparaissent ou tout au moins s'affaiblissent.

En même temps qu'elle détruit des certitudes séculaires et les règles de vie correspondantes, notre civilisation crée, au point de vue pratique, devenu le point de vue dominant, des entraves sans nombre au développement des naissances.

Dans la vie calme et vide du temps jadis, l'enfant était une occupation, une ressource, souvent une consolation. Au milieu du tourbillon moderne, il est certain que beaucoup le considèrent comme

une gêne : il empêche la femme de travailler à autre chose qu'aux travaux domestiques, qu'elle doit souvent supporter, faute de personnel, même quand sa situation de fortune lui permettrait de s'en décharger, il retient à la maison le jeune ménage, pour qui le plaisir est devenu un besoin, — et, fait curieux, on prend d'autant plus de peine pour lui, on le gâte d'autant plus qu'il a pu, au début, être moins désiré. Il est devenu un personnage, devant les exigences duquel toute autre considération doit plier ; ce sacrifice, cette abnégation, que les mœurs imposent aux parents, sans leur promettre aucune compensation, les obligations des enfants ayant suivi une évolution inverse, augmentent naturellement les soucis qu'il inspire : craintes pour sa santé, anxiétés d'avenir, soins physiques et moraux (1).

L'enfant n'est pas seulement une gêne, il est aussi une charge et une charge très lourde. Les dépenses qu'il impose grèvent les budgets modestes : l'instruction beaucoup plus poussée qu'il faut lui donner, les séjours à la mer ou à la montagne ordonnés par le médecin, les distractions qu'il réclame, viennent s'ajouter aux frais inévitables de nourriture, d'habillement et, pour les familles particulièrement nombreuses, de logement.

Mais dira-t-on, toutes les observations qui précèdent s'appliquent à la vie urbaine plutôt qu'à la vie rurale.

(1) Ces mœurs nouvelles ont pris naissance dans la bourgeoisie, mais elles gagnent visiblement aujourd'hui la classe ouvrière et la classe paysanne.

A la campagne, le logement, plus ou moins confortable, est spacieux, l'habillement est sommaire, tout au moins pour les enfants, la nourriture est peu coûteuse, la médecine n'est guère en faveur et l'instruction est réduite aux connaissances élémentaires. Par ailleurs, les plaisirs et la trépidation continuelle de la ville y sont encore inconnus et les enfants égayent et remplissent la maison isolée du cultivateur.

Tout cela est vrai et il est également exact que, très vite, on peut employer fillettes et garçons aux menus travaux des champs. Au prix des domestiques, un travailleur, même jeune et peu robuste, apporte une aide précieuse — si toutefois il ne préfère bénéficier dans une autre exploitation des salaires élevés qu'on lui offre.

Comment se fait-il, dès lors que, malgré tout, la dénatalité ait pu sévir plus ou moins dans toutes les régions rurales de l'Allier ?

D'abord, il ne faudrait pas croire que l'enfant n'entraîne pas, même à la campagne, une assez lourde charge, surtout depuis que les exploitants ruraux achètent de plus en plus au dehors. S'il en était autrement, il faudrait recourir à une autre explication, infiniment plus alarmante : dégénérescence et affaiblissement de la faculté reproductrice de la race.

Ensuite, il faut comprendre que si les remarques qui précèdent sont valables en partie pour les pays de métayage, comme la Sologne bourbonnaise, elles sont inopérantes pour les pays de petite propriété, pour la Limagne, terre d'élection de la dénatalité. Les raisons en sont faciles à voir :

Ce qui manque dans cette Limagne, ou l'homme remue depuis des siècles à la bêche ou avec

des charrues primitives, de lourdes mottes de terre noire, c'est un « horizon de travail » suffisamment large (1). Chaque petit propriétaire, tirant sa subsistance d'un lopin qui s'épuise à force d'avoir été fouillé et retourné, sent les difficultés qu'il éprouverait à nourrir une nombreuse famille. Ne pouvant étendre son exploitation, il n'a pas besoin d'un supplément de main-d'œuvre. Vivant péniblement des produits de ses arpents dispersés, il ne les en aime que davantage et se demande ce qu'il en restera au moment du partage, s'il a trop d'héritiers. Ces morceaux de champs, durement acquis, il a l'ambition de les transmettre intacts à sa descendance. Un fils unique, épousant une fille unique, c'est la propriété trop étroite opportunément doublée. Des fils ou des filles en nombre, c'est l'effort séculaire gâché, perdu, la plupart s'expatriant, les autres obligés de devenir fermiers ou journaliers.

A côté de l'horizon de travail insuffisant, nous arrivons à l'horizon intellectuel de ces habitants de la Limagne, orgueilleux de leur indépendance et de la richesse de leur terroir : ne voulant pas déchoir et travailler en mercenaires un sol qui a appartenu à leurs pères, ils recherchent avec une âpreté, avec un entêtement déjà auvergnats, tous les moyens de se maintenir et de maintenir

(1) D'une monographie, présentée par M. Mauve, au Congrès des Sociétés Savantes 1931, à Clermont-Ferrand, il résulte que, pour une commune d'une autre région, Chamblet (canton de Montluçon-Est), l'influence de l'« horizon de travail » sur la natalité est la même : dans les « domaines » de plus de 20 hectares, les familles sont assez nombreuses (deux enfants et plus), tandis que dans les petits domaines, on trouve de nombreux exploitants sans enfants ou avec un seul enfant.

leur lignée au rang qu'ils occupent au village. La limitation voulue, préméditée du nombre de leurs enfants a été rapidement envisagée par eux comme une nécessité absolue découlant logiquement de leur situation.

On doit s'y résigner : la petite propriété, tant prônée, aboutit tôt ou tard à ce résultat.

Et précisément, le trait caractéristique de ce problème de la dénatalité rurale est qu'on n'y voit guère de remèdes.

En effet, nous l'avons vu, l'enfant ne cause à la campagne, ni la même gêne ni la même charge qu'à la ville. Mais il occasionne néanmoins un supplément certain de dépenses. A défaut d'une propagande religieuse, morale ou patriotique, forcément vouée à l'échec, on pourrait songer à compenser ce supplément ou même, en le supposant inexistant, à accorder aux familles nombreuses des avantages matériels, des primes d'encouragement.

Malheureusement, la constitution économique de nos régions rurales ne s'y prête nullement.

Le sursalaire familial, qui a si bien réussi dans les centres industriels, est difficilement applicable ici, même pour les domestiques agricoles. A défaut du système nettement impraticable de la caisse de compensation librement organisée, il serait nécessaire de recourir à une obligation législative, analogue à celle qui résulte de la loi des accidents du travail ou de la loi des as-

surances sociales. Mais de fortes résistances seraient à craindre et l'on n'aboutirait qu'à améliorer la situation des simples salariés au détriment des fermiers et métayers, déjà suffisamment atteints.

Les exemptions fiscales constituent un procédé peu recommandable : la répartition des impôts agricoles étant faite un peu au hasard, on multiplierait les injustices, bien inutilement d'ailleurs, car les contributions directes, payées par les campagnards, sont comparativement légères et l'avantage ainsi accordé leur apparaîtrait minime, voire illusoire (1).

Pour tenter de découvrir des remèdes véritablement efficaces, il faut aller au fond de la situation économique et sociale, dont la dénatalité rurale est la conséquence.

En ce qui concerne les pays de métayage, la question reste relativement simple : tant que ses enfants n'ont pas atteint l'âge de se marier, le père de famille les garde avec lui et, dès leur sortie de l'école, ils « paient leur nourriture ». Mais ensuite, il ne faut pas lui laisser l'impression qu'ils sont de trop sur la terre et que, suivant l'expression terrible de Malthus, ils n'ont pas leur place au banquet de la vie. Pour éviter des conflits pénibles et des difficultés insolubles, il est nécessaire qu'ils puissent arriver facilement à s'établir à leur tour. Manquant de crédit et de surface, ils ont peu de chances de pouvoir contracter des emprunts, sinon auprès du principal

(1) Quant aux prix, du genre des prix Cognacq, ils ne pourront jamais bénéficier qu'à une infime minorité, tandis que les primes d'Etat resteront forcément très faibles.

intéressé (1), le propriétaire ou fermier général, que la crise du métayage oblige à des concessions. C'est bien ce qui arrive en réalité et des prêts dont le remboursement n'est réclamé qu'à la sortie (et n'est pas toujours obtenu) permettent aux travailleurs ruraux de ces régions un établissement facile avec un capital minimum.

Dans les pays de petite propriété ou même de fermage, le problème est autrement délicat (2).

Un premier remède apparaît possible : la modification des règles du Code civil relatives au partage et le retour du droit d'aînesse. Mais les mœurs ont évolué depuis Le Play ; on peut d'ailleurs se demander si, même de son temps, l'esprit égalitaire et jacobin des petits propriétaires de la Limagne bourbonnaise eût accepté cette médication d'un autre âge. Aujourd'hui, il est bien certain qu'ils ne se résigneraient plus à déposséder leurs enfants, à l'exception d'un seul, puisque c'est précisément le désir d'assurer leur sort et de leur préparer un avenir meilleur qui les conduit à en réduire le nombre. D'ailleurs où iraient ces cadets déshérités et cherchant fortune, sinon à la ville, qui ouvre tous les espoirs, pour ne les décevoir que trop tard ? Le rétablissement du droit d'aînesse, sans grand effet sur la natalité, serait une cause foudroyante d'exode rural.

(1) Ou avec sa garantie.

(2) En étudiant le métayage, nous avons dit qu'il conservait de nos jours, le souvenir de l'ancien droit et même des temps féodaux. Il est curieux de constater qu'il combat la dénatalité, produit de l'esprit moderne et de l'état économique et social contemporain.

En fait, les prix divers alloués aux familles nombreuses vont presque toujours dans l'Allier à des familles de métayers (5, 8, 10 enfants et jusqu'à 15 et plus).

Autre procédé périlleux : celui qui consiste à consentir des prêts aux jeunes cultivateurs pour les faire accéder à la propriété. Le produit de la terre, comparé à sa valeur d'acquisition, n'est pas suffisant pour leur permettre de rembourser capital et intérêts. La politique gouvernementale qui continue à imposer aux caisses de crédit agricole, créées par la loi du 5 août 1920, un taux de faveur quand il s'agit d'un achat de terre (pour les mutilés et anciens combattants notamment) prépare à ce point de vue de graves déboires. Il serait beaucoup plus sage d'encourager les prêts à moyen terme, et de développer l'aide aux fermiers et métayers, en limitant les avances offertes aux petits propriétaires aux sommes nécessaires pour reconstituer le capital d'exploitation et améliorer les méthodes de culture, à l'exclusion de toute idée d'acquisition nouvelle (1).

Malheureusement, on se heurterait encore à l'usage immémorial qui pousse tout détenteur d'un capital même minime à s'agrandir, à « s'arrondir », sans chercher à savoir s'il aura ensuite les moyens de cultiver d'une façon rationnelle et réellement productive.

Par contre, il n'y aurait que des avantages à effectuer d'autorité une opération maintes fois réclamée : le remembrement des parcelles, des

(1) La loi du 12 juillet 1909 sur le bien de famille insaisissable et les avantages accordés depuis aux cultivateurs et artisans propriétaires (notamment par l'article 18 de la loi budgétaire de l'exercice 1931-32) partent de ce désir trop exclusif d'encouragement à la petite propriété.

Un mouvement se dessine cependant en faveur des prêts à moyen terme aux exploitants non propriétaires (loi du 1^{er} avril 1931).

lambeaux de propriétés, qui rendent incultivables certaines parties de la Limagne et donnent lieu en même temps à d'interminables litiges. Mais, pour être vraiment utile, cette opération, que la procédure de la loi du 27 novembre 1918 n'a pas permis de réaliser, devrait être entreprise sans égard pour les convenances individuelles ni pour les intérêts particuliers : l'amour inné de la propriété dans ces régions, y mettrait des obstacles difficiles à surmonter.

Nous revenons à une conclusion déjà exprimée : la petite propriété, presque inévitablement, entraîne la dénatalité et ce déterminisme inflexible ne peut plus être brisé, du jour où le milieu moral et social donne à chacun la conscience de ses intérêts et la volonté de leur obéir avant tout (1).

SECTION II

L'exode rural

L'étude de l'exode rural, phénomène plus complexe et, dans l'Allier, beaucoup plus ancien, nous conduira à séparer les causes économiques et les causes psychologiques que nous avons laissées tout-à-l'heure étroitement unies, comme elles le sont d'ailleurs dans la réalité.

(1) Parmi les moyens pratiques de réduire les effets de la dénatalité, il faut mentionner tous les organismes qui tendent à diminuer la mortalité infantile et la mortalité générale. Ces organismes ne rentrent pas dans le plan de cette étude. Il faut du moins en souligner ici la valeur et l'importance,

A) Causes économiques

Parmi les reproches faits par les ruraux à leur profession, un de ceux qui reviennent le plus souvent est assurément l'insuffisance de la sécurité qu'elle leur offre, tant au point de vue des risques sociaux que des risques économiques.

Au point de vue des risques sociaux, maladie, invalidité, vieillesse, etc... il est certain que les lois sur les accidents du travail et sur les assurances sociales ont apporté aux simples salariés et à la plupart des métayers une amélioration appréciable de leur sort, qui paraît maintenant presque enviable aux fermiers et aux petits propriétaires, jadis plus favorisés et véritablement leurs supérieurs socialement et économiquement. Après les premières résistances de la routine (qui dans l'Alsace ont été peut-être moins fortes que partout ailleurs) ces lois se sont acclimatées très vite et ne soulèvent plus guère de critiques.

Mais si les risques sociaux se trouvent ainsi en partie garantis (1), bien qu'il reste encore beaucoup à faire dans cet ordre d'idées (2), il n'en est pas de même des risques économiques. Les cultivateurs, tout au moins les cultivateurs exploitants, métayers ou fermiers, ne sauraient prétendre au salaire fixe, avec promesse d'une retraite, dont bénéficient de longue date les employés de chemins de fer et les petits fonctionnai-

(1) L'adhésion facultative aux assurances sociales et les assurances privées sur la vie et sur les accidents complètent cette garantie.

(2) Ne serait-ce que l'amélioration des lois existantes.

res. C'est traditionnellement sous la forme de plaintes et de craintes relatives à la température, à la pluie, à la sécheresse, aux gelées blanches, que s'expriment leurs doléances à cet égard.

La mortalité du bétail et les sinistres agricoles peuvent être aujourd'hui couverts par des polices d'assurances (1), mais il faut payer les primes qui « mangent » le bénéfice, si bien que le plus souvent les intéressés préfèrent rester leur propre assureur pour une part. D'où une perte très sensible quand le risque se réalise.

Et puis, à côté de ces risques individuels, facilement assurables, il y a les risques inhérents à toute entreprise, si modeste soit-elle. Devant les crises périodiques qui bouleversent le marché, les paysans bourbonnais sont désarmés et vaincus d'avance : incapables, faute d'informations, de profiter des hausses autrement que par hasard, ils sont presque sûrs d'être atteints en plein par la baisse, inattendue pour eux et presque incompréhensible.

Ils incriminent la spéculation, entité mystérieuse et redoutable, et ne songent guère, jusqu'à présent, à recourir à la puissance, irrésistible celle-là, que donne le nombre, joint à l'organisation.

On ne trouve, en effet, dans l'Allier rien qui rappelle, même de loin, les coopératives beurrières des Charentes ou les fruitières du Jura. Les syndicats agricoles, presque inconnus dans les régions de grande propriété (Moulins) ne pren-

(1) Une mutuelle départementale, ayant son siège à Moulins, a l'appui des milieux agricoles et réalise un chiffre de polices important.

nent une réelle importance qu'autour de Montluçon, siège de la Fédération départementale.

Ils s'interdisent toute opération de vente en commun et se bornent à acheter des engrais et des semences ou, sous le nom de syndicats d'élevage, à mettre à la disposition de leurs adhérents un taureau ou un étalon de bonne origine. Ils ne peuvent donc avoir l'autorité nécessaire pour lancer des mots d'ordre et diriger réellement le marché régional. D'ailleurs, ils ont eu tendance jusqu'ici, suivant l'exemple de la Chambre d'Agriculture ou autres assemblées consultatives, à recourir à des vœux et à des revendications transmis aux pouvoirs publics, plutôt qu'à une action directe et indépendante dans le domaine économique. En somme, ils restent à l'état embryonnaire et constituent surtout une espérance pour l'avenir, demandant encore aux pionniers qui en font partie au moins autant de sacrifices qu'ils ne leur procurent d'avantages.

A défaut d'initiative privée, l'initiative gouvernementale a doté le département d'une institution fort utile : le crédit agricole à un taux modéré, permettant aux agriculteurs de traverser sans trop de dommages les périodes de crise. La caisse régionale bourbonnaise de Crédit agricole, grâce aux subventions de l'Etat, a rendu d'appréciables services malgré la tendance regrettable des intéressés à contracter des emprunts plutôt pour satisfaire à leurs besoins personnels que pour augmenter leur capacité de production. Et l'on sait le danger que présente ce genre de prêts à la consommation.

En ce qui concerne l'enseignement agricole, qui peut, lui aussi, contribuer à mettre les cul-

tivateurs en mesure de prévoir les conjonctures défavorables et de se défendre contre elles, la multiplication des établissements d'enseignement primaire supérieure, particulièrement en Limagne (Gannat, Saint-Pourçain) et l'effort tenté avec succès sous impulsion des autorités académiques pour adapter l'enseignement élémentaire aux besoins de ceux qui le reçoivent, n'ont pu manquer d'avoir une influence heureuse.

Mais, malgré ces améliorations de détail, les ruraux jugent leur situation précaire et leurs profits insuffisants. Après les bénéfices élevés de la guerre et des années qui l'ont suivie immédiatement, la surproduction mondiale a eu la répercussion la plus fâcheuse sur les cours des produits agricoles. Malgré le système de polyculture qui prévaut dans l'Allier, la mévente de certaines denrées a provoqué des pertes considérables : à plusieurs reprises, le blé est descendu à des cours qui pour les producteurs les moins favorisés, n'étaient plus rémunérateurs, la viande de porc s'est trouvée également atteinte par le « dumping » étranger, les volailles et les fruits n'ont plus trouvé sur le marché anglais le débouché facile qui leur était assuré depuis 1919. Seul, jusqu'à présent, l'élevage de la race charollaise, en dépit de l'engouement dont il a été l'objet, a donné des résultats presque constamment favorables. Et l'on peut dire qu'un effondrement des cours du gros bétail constituerait actuellement un péril extrêmement grave pour l'économie rurale du département.

Il y a donc urgence à prendre des dispositions énergiques afin de remédier à cette situation : Le cultivateur qui a payé jusqu'à dix ou vingt fois

plus cher qu'avant la guerre les produits qui lui sont nécessaires, n'a jamais écoulé les siens qu'à des coefficients bien inférieurs (1).

Pour le retenir à la terre, il est certain que des profits substantiels vaudraient mieux que toutes les Bucoliques et toutes les Géorgiques.

Cependant il ne faut pas verser dans les illusions des défenseurs de l'Agriculture qui présentent des effets presque miraculeux d'un relèvement des bénéfices des cultivateurs.

L'expérience a montré, depuis Auguste et Virgile, qu'en période de désertion des campagnes, le retour aux champs était un mirage et qu'un chômeur de la ville n'accepte jamais sincèrement de revenir à la terre, même s'il y est né et ne l'a quittée que depuis peu. La prospérité et la richesse n'ont jamais eu non plus pour résultat d'augmenter la natalité, — bien au contraire : un ménage aisé, en évitant d'avoir trop d'enfants, défend son « niveau de vie » tandis que le pauvre n'a rien à perdre, d'autant plus que les primes aux familles nombreuses sont appréciables pour des indigents. La seule conséquence heureuse sur laquelle on puisse réellement compter, porte donc sur l'exode rural. Et encore faut-il noter que l'aisance fait naître l'ambition de s'élever et que les fils de paysans enrichis n'ont jamais passé pour les plus fidèles au métier paternel.

Est-ce à dire qu'il faille renoncer à l'espoir qu'une amélioration de la situation pourrait enrayer la désertion des campagnes ? ce serait tomber dans le paradoxe. Il est évident que la lon-

(1) Le son a valu, à certains moments, presque aussi cher que le blé.

gue crise agricole qui a suivi la guerre de 1870 a beaucoup fait pour attirer la main-d'œuvre des champs vers les villes et que nous touchons ici au nœud du problème.

Le point le plus délicat serait plutôt de déterminer s'il est possible d'intercepter de façon durable les répercussions d'une crise mondiale et de dresser une muraille douanière sans fissure entre notre agriculture nationale et les pays où la production est surabondante. La concurrence des pays neufs, dont l'exploitation s'intensifie, pèse d'un poids sans cesse croissant (sauf circonstances particulières, une guerre par exemple) sur les marchés des vieux pays d'Europe, dont l'avenir économique est hypothéqué par un long passé.

Cependant, un effort doit être tenté. Les prochaines années nous diront sur quel succès nous pouvons compter.

A côté de la question des profits agricoles, qui domine toute cette partie de notre étude, une autre doit être envisagée, qui nous rapproche singulièrement d'ailleurs, des éléments psychologiques dont nous aurons à traiter tout à l'heure.

L'homme cherche le profit pour les jouissances qu'il lui procure. A bénéfices égaux ou même inférieurs, la vie urbaine serait encore préférée pour le confort et les commodités qu'elle permet d'obtenir, s'il était établi qu'à la campagne on doit renoncer à connaître jamais les applications les plus courantes des grands progrès scientifiques et à mener une vie pleinement « civilisée ».

C'est surtout la femme qui est sensible aux considérations de ce genre. Et il est remarquable

que tous ceux qui ont étudié le problème de l'exode rural aient noté que c'était précisément la femme qui se laissait le plus facilement éblouir par les prestiges de la vie urbaine. Les jeunes filles de la campagne cherchent à se placer à la ville comme domestiques, à se marier à la ville ou, plus tard, à y entraîner leurs maris. Si l'on veut les retenir aux champs, il faut que le travail y devienne moins dur, moins rebutant (1), l'habitation moins sombre, moins froide et moins vide, la vie moins austère et moins monotone. Il faut aussi que les communications y soient plus faciles (2), afin de faire disparaître cette impression d'isolement que nos contemporains ne peuvent plus supporter.

A ce point de vue du confort, si la question de l'eau a été quelque peu délaissée, un travail énorme a été accompli depuis la guerre en matière d'électricité. Sur les 321 communes du département, 158 sont électrifiées, le reste (soit 163) est en voie d'électrification. Il existe actuellement 20 syndicats intercommunaux, comprenant 291 communes (2), les autres ayant préféré s'électrifier isolément.

L'apparition de l'électricité au « domaine » devrait favoriser les progrès du machinisme, les appareils électriques, surtout au point de vue

(1) Les paysans bourbonnais s'appellent eux-mêmes des « culs-terreux ».

(2) Dans les pays de sol imperméable, les chemins d'exploitation sont souvent presque impraticables.

(3) Le syndicat de la région de Gannat, fondé par M. Joseph Viple, maire d'Ebreuil, réunit à lui seul 61 communes.

ménager, étant infiniment plus pratiques que ceux qu'actionnent les moteurs à vapeur ou à explosion. Jusqu'ici, cependant, nous l'avons vu, à part les locomobiles, seules, les machines à traction animale, se sont véritablement généralisées. Le manque de main-d'œuvre, en particulier de main-d'œuvre féminine, devrait hâter l'évolution, que retarde le manque de capitaux, plaie de l'agriculture bourbonnaise et de toutes les régions de métayage et de petite propriété (1).

En ce qui concerne les transports, l'automobile particulière, répandue parmi les marchands de bestiaux, emboucheurs, équarisseurs, etc... n'est guère encore que très exceptionnellement aux mains des purs cultivateurs. Mais les transports en commun par autobus (2) ont pris un important développement. Malheureusement les tarifs sont élevés, ce qui n'empêche pas le déficit d'être quasi-permanent (3). Cela rapproche les autobus des chemins de fer départementaux à voie étroite, dits « économiques », que leur lenteur et les vastes méandres qu'ils dessinent rendent en outre fâcheusement inconfortables pour les voyageurs. Quant aux lignes des grandes compagnies qui des-

(1) Le morcellement en domaines qui divise en une multiplicité de petites et moyennes exploitations les plus grandes propriétés tend à enlever au machinisme jusqu'à son champ d'application normal, dans les régions même où la configuration du sol et l'aspect du pays sembleraient le favoriser. Quant aux contrées montagneuses ou bocagères, elles s'y opposent par nature.

(2) Société des autobus départementaux, ou entreprises particulières, soutenues financièrement par le Conseil général.

(3) La principale difficulté d'exploitation réside dans l'irrégularité du trafic.

servent l'Allier, P.-L.-M. et P.-O., leur réseau, déjà très étendu va se trouver amélioré sous peu par la mise en service des lignes Vichy-Riom et Laferté-Gannat pour le P.-L.-M. et de la ligne Montluçon-Gouttières (vers Clermont) pour le P.-O.

Il semble qu'à tous ces points de vue les prochaines années promettent de nous faire assister à une révolution radicale de la vie rurale.

B) Causes psychologiques

Nous arrivons, par une transition toute naturelle, à l'étude des causes psychologiques de l'exode rural.

Ces causes psychologiques se ramènent, en somme, à un « jugement de valeur » ancré dans l'esprit de nos contemporains : le travail des champs leur paraît d'un ordre moins relevé que le travail urbain ; le citadin croirait déchoir en redevenant paysan, le paysan aspire à devenir citadin (1).

On ne peut nier que ce jugement de valeur ne soit fondé sur des constatations positives dont la plupart ont déjà été exposées : manque de confort, insuffisance du profit, risques économiques et sociaux. Mais il n'est pas non plus contestable que la vie rurale présente des avantages : tranquillité, salubrité, indépendance et, à côté de risques redoutables sans doute mais néanmoins

(1) Les expressions employées ci-dessus exagèrent peut-être les termes de ce jugement de valeur. Il suffirait de dire que la vie urbaine paraît à tous « préférable », cette préférence se nuancant pour chacun de considérations diverses.

limités, sécurité à l'égard du péril universel que constitue le chômage dans le monde industriel.

D'ailleurs, les foules ne se laissent pas gouverner par la raison. L'attraction irrésistible qui amène les ruraux à la ville, la répulsion instinctive des plus misérables citadins pour le retour à la terre naissent bien si l'on veut d'un jugement de valeur, mais ce jugement n'a rien d'individuel, de réfléchi, de conscient ; il est plutôt senti que pensé, plus affectif qu'intellectuel ; il rentre dans le grand phénomène mystérieux de la mode, dominé lui-même par les lois de l'imitation et de l'instinct grégaire.

Il est donc aussi difficile, au fond, d'expliquer cette tendance ou plutôt cette impulsion contemporaine au rassemblement, à l'agglomération que de rendre compte des motifs qui font se raccourcir puis s'allonger les jupes des femmes ou, dans un autre ordre d'idées, de ceux qui expliquent en linguistique les mutations phonétiques, morphologiques ou syntaxiques (1).

Cette notion de mode se confond au surplus avec celle de « civilisation », avancée précédemment comme étant la cause principale de la dénatalité : Si l'on entend par civilisation, un certain état présumé meilleur mais en réalité

(1) Voir F. de Saussure, Cours de linguistique générale, A. Meillet, etc...

Les générations françaises de la fin du XIX^e siècle, au grand émoi de Littré, ont renoncé complètement à la prononciation « correcte » de l'l mouillé pour adopter la prononciation populaire et parisienne de l'y (jod ou i consonne). On a vu également l'imparfait du subjonctif et le passé simple disparaître pratiquement de la langue parlée au Nord de la Loire.

surtout différent, des mœurs, des coutumes, des façons de faire, de penser et de sentir, on y comprend les modes de vie, les « modes » qui s'imposent à une époque donnée et lui fournissent ses caractères distinctifs.

Mais il ne faudrait pas conclure de ce bref aperçu d'un problème sociologique et psychologique immense qu'il est inutile de combattre cette mode, cette « vogue » de la vie urbaine. Si mystérieuses qu'en soient les origines, si imprévisibles qu'en soient les conséquences, on peut essayer d'en ralentir ou d'en pallier les effets, un peu à tâtons sans doute (mais en ces matières. n'agit-on pas toujours de façon plus ou moins empirique ?) mais néanmoins avec l'espoir d'un résultat tangible.

Tout d'abord, on peut agir sur la désaffection dont est l'objet le travail des champs, en lui rendant sa dignité : les décorations et les récompenses aux comices ont été utilisées largement ; l'enseignement, qui s'adresse à des cerveaux neufs, paraît avoir à ce point de vue un rôle de propagande particulièrement fécond à remplir.

A côté de sa dignité, le travail agricole doit retrouver son agrément. Les fêtes et traditions d'autrefois sont mortes. Mais les facilités de transport et les progrès scientifiques permettent d'offrir d'autres distractions, évidemment plus coûteuses : c'est le but du « cinéma rural », c'est aussi, inconsciemment, celui de toutes les sociétés et réunions qui remplacent les antiques veillées devant lâtre.

Enfin et surtout, il faudrait s'attaquer résolument à la formidable contre-propagande que

constitue le racolage pour la ville, intensifié par tous les procédés modernes de publicité.

Depuis la guerre, les usines Michelin, dans la région de Gannat, et les usines Dunlop, autour de Montluçon, ont fortement contribué à la dépopulation des campagnes. Peu après la fin des hostilités, les compagnies de chemins de fer ont adressé aux maires des communes rurales des circulaires leur demandant les noms des jeunes gens susceptibles d'entrer à leur service. L'Etat, lui-même, ces dernières années, est intervenu en faisant un appel pressant, multiforme et parfois habile en faveur des engagements et rengagements dans l'armée et la marine. Si bien que nous pouvons dire que l'on déplore sans cesse la désertion des campagnes mais que tout conspire pour la provoquer.

CONCLUSION

A quelles conclusions nous amène cette enquête ? et quels sont les points principaux qui doivent s'en dégager ?

1° *Au point de vue du phénomène lui-même*, l'étude critique des statistiques nous a mis en garde contre toute exagération. Le département de l'Allier a perdu une partie appréciable de sa population rurale (1), mais l'exploitation de son sol n'a pas cessé néanmoins de s'améliorer en s'adaptant. Le contre-coup des bouleversements économiques et sociaux de notre temps ne pouvait manquer de se faire sentir avec force dans une contrée ouverte à toutes les influences. Il est heureux qu'il en ait seulement altéré la physiologie sans en atteindre la structure.

2° *Au point de vue des remèdes possibles*, il faut se garder également des illusions et des vœux inconsidérés.

La dénatalité est un mal en soi puisqu'elle diminue le « capital humain » dont dispose le pays.

Cependant, il ne faut pas oublier qu'une natalité excessive (2) ferait baisser le « niveau de vie »

(1) Ne pas oublier que l'influence de la guerre, par les pertes visibles et invisibles qu'elle a provoquées, a été très importante.

(2) Cette observation ne s'applique évidemment pas à la France, où la dépopulation, très ancienne, a laissé bien des vides à combler,

général et serait génératrice de misère. La disette d'hommes, dont nous souffrons, donne du prix à l'individu et à la vie humaine.

L'exode rural ne constitue au contraire qu'un simple déplacement, sans diminution absolue de la population totale. S'il faut nécessairement, en raison de la dénatalité, qu'il y ait concurrence entre l'agriculture et l'industrie, obligées de se disputer une main-d'œuvre déficitaire, comment s'étonner, après les faveurs accordées à l'industrie depuis Colbert, que ce soit celle-ci qui l'emporte ? quand bien même, d'ailleurs, notre politique économique, marquant un revirement complet, se mettrait délibérément au service de l'agriculture (1) ; les caractères de notre civilisation suffiraient sans doute à l'empêcher de reprendre l'avantage, l'évolution universelle tendant à faire succéder partout le type industriel au type agricole.

Qui peut désirer sincèrement voir la France renoncer à se rattacher aux nations de l'Europe occidentale pour se rapprocher des états de l'Europe orientale, auxquels leur constitution presque exclusivement agricole est loin d'apporter la prospérité ? L'avenir agricole appartient évidemment aux pays neufs, aux terres vierges, tandis que leur civilisation même assure aux pays les plus civilisés une certaine supériorité industrielle.

Il est vrai qu'on a prétendu exclure la France des deux types précédents pour l'isoler dans une

(1) Les partisans de la repopulation des campagnes seraient les premiers à réclamer la protection des industries de plus en plus nombreuses qui sont nécessaires à la défense nationale.

troisième catégorie qui serait le « type équilibré » (1).

Malheureusement, la proportion, jugée optimale de 50 % (2), partageant la France en deux moitiés, l'une rurale ou agricole, l'autre urbaine ou industrielle n'a rien de fatidique. Manifesterait-il même une phase d'équilibre et non un moment purement transitoire et passager dans l'évolution de notre pays vers le type industriel, qu'on devrait encore reconnaître que tout équilibre est essentiellement instable, si ce n'est celui de la stagnation et de la mort.

(1) Il s'agit, en somme, d'une transformation de l'idée chère à Frédéric List, de la « nation normale ».

(2) La population rurale représente, en effet, aujourd'hui 50 % environ de la population totale, venant de 75,6 % en 1846, 65,2 % en 1886 et 57,9 % en 1906.

ANNEXE

LES RESULTATS DU RECENSEMENT DE 1931

Les résultats provisoires (1) du recensement du 8 mars 1931 confirment les constatations faites au cours du chapitre 1^{er}.

La population totale du département passe bien à 373.922 contre 370.562 en 1926, mais on ne compte plus que 362.609 Français (contre 364.828), le nombre des étrangers ayant presque doublé en 5 ans (11.313 contre 5.734).

Les centres urbains continuent à augmenter (2).

Montluçon : 38.985 (contre 35.041).

Vichy : 21.981 (contre 18.897) ; *Cusset* : 8.628 (contre 7.582) ; *Bellerive* : 3.287 (contre 2.890) ; *Saint-Yorre* : 2.711 (contre 2.380).

Yzeure : 5.896, — 7.035 avec la population flottante — contre 5.227.

Seuls, *Moulins* (20.991 contre 20.648) et *Commeny* (10.136 contre 10.089) restent stationnaires.

La population rurale des cantons est donc en diminution :

(1) D'après les renseignements envoyés par la Préfecture de l'Allier au ministère de l'Intérieur à la date du 1^{er} mai 1931.

(2) Tous les chiffres qui suivent s'entendent de la population municipale.

ARRONDISSEMENT DE MOULINS

Dompierre-sur-Besbre : 10.780 (contre 10.736).
Chevagnes : 8.575 (contre 8.952).
Neuilly-le-Réal : 7.015 (contre 7.180).
Moulins-Est (moins Moulins-Est et Yzeure)
2.725 (contre 2.712).
Moulins-Ouest (moins Moulins-Ouest) : 5.688
(contre 5.743).
Souigny : 9.523 (contre 10.000).
Bourbon-l'Archambault : 10.678 (contre 11.131).
Le Montet : 9.596 (contre 9.818).
Lurcy-Lévy : 7.950 (contre 8.200).

ARRONDISSEMENT DE LAPALISSE

Varennes-sur-Allier : 14.081 (contre 13.583).
St-Germain-des-Fossés passe de 3.135 à 3.562.
Jaligny : 8.730 (contre 9.012).
Le Donjon : 9.597 (contre 9.854).
Lapalisse : 13.888 (contre 13.952). Lapalisse
passe de 2.905 à 3.130.
Le Mayet-de-Montagne : 10.380 (contre 10.808).
Cusset (moins Cusset) : 5.198 (contre 5.210).
Vichy : Abrest, 1.300 (contre 1.036) ; Le Ver-
net, 670 (contre 643).

ARRONDISSEMENT DE GANNAT

Gannat (moins Gannat) : 4.786 (contre 5.019).
Gannat passe de 4.388 à 4.513.
Escurolles (moins Bellerive) : 7.907 (contre
8.376).

Saint-Pourçain-sur-Sioule (moins Saint-Pourçain) : 5.845 (contre 5.975). Saint-Pourçain passe de 4.680 à 4.546.

Chantelle : 8.791 (contre 9.107).

Ebreuil : 8.193 (contre 8.537).

ARRONDISSEMENT DE MONTLUÇON

Huriet : 11.574 (contre 11.908).

Montluçon Est et Ouest (moins Montluçon et Nérès) : 14.143 (contre 13.683). La banlieue de Montluçon s'étend peu à peu, tandis que Nérès passe de 3.276 à 3.219.

Marcillat : 8.554 (contre 9.160).

Commentry (moins Commentry) : 1.749 (contre 1.824).

Montmarault (moins les cités minières de Bézenet, Doyet, Montvicq qui n'ont plus d'ailleurs que 3.989 habitants contre 4.470), 7.505 (contre 7.700).

Hérisson : 11.807 (contre 12.164).

Cérilly : 9.973 (contre 10.213).

Vu : *Le Doyen*,

H. BERTHÉLEMY.

Vu : *Le Président*,

WILLIAM OUALID.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7
Chapitre 1 ^{er} . — Le phénomène démographique	10
SECTION I. — <i>Mouvement de la population totale</i>	10
A. — La dénatalité.....	15
B. — L'émigration hors du département	17
SECTION II. — <i>Mouvement de la population rurale</i>	20
A. — Etude globale.....	21
B. — Etude par cantons.....	24
1° Arrondissement de Moulins.....	26
2° Arrondissement de Lapalisse....	30
3° Arrondissement de Gannat.....	33
4° Arrondissement de Montluçon...	37
Chapitre II. — Les effets	41
SECTION I. — <i>L'agriculture proprement dite</i>	42
1° Amélioration de la condition des cultivateurs	52
2° Appel à la main-d'œuvre étrangère	59
3° Développement du machinisme..	61
4° Extension des prairies au détriment des cultures.....	62

5° Diminution de la valeur de l'hectare	64
6° Terres en friche et maisons abandonnées	68
SECTION II. — <i>Les auxiliaires de l'agriculture</i>	
1° La bourgeoisie rurale.....	71
2° Les commerçants.....	73
3° Les artisans et les petits métiers.	76
Chapitre III. — Les causes et les remèdes.. .. 80	
SECTION I. — <i>La dénatalité</i>	82
SECTION II. — <i>L'exode rural</i>	90
A. — Causes économiques.....	91
B. — Causes psychologiques.....	99
CONCLUSION	103
ANNEXE au chapitre 1 ^{er} . — Les résultats du recensement de 1931.....	106

CARTE ET GRAPHIQUES

Figure I. — La population totale du département de 1861 à 1926.....	11
Figure II. — Mouvement de la population municipale française de 1836 à 1926.....	13
Figure III. — Variations comparées des groupes urbains et de la population rurale....	24
Carte par cantons. — La population rurale en 1836 et en 1926.....	40

